



DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

COMPENDIUM 2013

Sabrina Lesparre
et Luc Mampaey



Ce rapport est publié dans le cadre du programme
« cellule de veille sur la production et les transferts d'armes dans le monde »
subventionné par la Région wallonne.

Les informations délivrées et les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que leur auteur et ne sauraient refléter une position officielle
de la Région wallonne.

Les activités du GRIP sont soutenues
financièrement par

le Ministère de la Région wallonne,



le Ministère de la Communauté française,
le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (ACTIRIS),
le Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg,
le Ministère des Affaires étrangères de Belgique,
le Fonds Maribel Social

© Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
1. Les sources et les méthodes	7
1.1. Les dépenses militaires	7
1.2. La production d'armement	8
1.3. Les transferts d'armements conventionnels majeurs	8
1.4. Les transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions	9
1.5. Conventions monétaires	10
2. Les dépenses militaires dans le monde	11
2.1. Tendances générales	11
2.2. Analyse régionale	11
2.3. Les États les plus dépensiers en 2010	20
3. La production d'armement dans le monde	23
3.1. Un chiffre d'affaire en léger recul en 2011	23
3.2. Nouvelles opportunités liées à l'élargissement des questions de sécurité nationale	24
3.3. Anticipations positives des marchés financiers	25
4. Les transferts internationaux d'armements conventionnels	27
4.1. Tendances générales	27
4.2. Principaux importateurs et exportateurs	28
4.3. Valeur financière du commerce mondial des armements	34
5. Les transferts internationaux des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, composants, accessoires et munitions	36
5.1. Les plus grands exportateurs et importateurs d'armes légères et de petit calibre	36
5.2. Les transferts internationaux des armes de petit calibre	38
5.3. Les transferts internationaux des armes légères	38
5.4. Les transferts de munitions pour les armes légères et de petit calibre	40
5.5. Les transferts internationaux des composants et accessoires des armes légères et de petit calibre	41
5.6. La Belgique, premier exportateur européen d'armes légères et de petit calibre de type militaire	42
Annexes	43
Annexe 1. Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 2002-2011	43
Annexe 2. Population, PIB et dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis en 2011	44

Annexe 3. Les 100 principaux producteurs d'armement dans le monde en 2011	45
Annexe 4a. Transferts d'armements réalisés par les 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 10 principaux destinataires, somme de la période 2002-2011	47
Annexe 4b. Transferts d'armements réalisés par les 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 10 principaux destinataires, période 2002-2011	47
Annexe 4c. Transferts d'armements réalisés par les 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 10 principaux destinataires, période 2002-2011	48
Annexe 5. Les 50 principaux exportateurs, 2002-2011	49
Annexe 6. Les 50 principaux importateurs, 2002-2011	50
Annexe 7. Les exportations d'armes de la Belgique, par entité fédérée, 2007-2011	51

INTRODUCTION

Les données et statistiques publiées dans ce rapport sont une synthèse des données et statistiques relatives aux dépenses militaires mondiales, à la production et aux transferts internationaux d'armements conventionnels publiées au cours de l'année 2011. Les références de ce rapport sont principalement les publications et les bases de données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) à Stockholm et de *Small Arms Survey* (SAS) à Genève, complétées par des statistiques socio-économiques extraites des bases de données d'Eurostat, de l'OCDE, de la Banque mondiale ou d'agences des Nations unies, en particulier le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Dans tous les cas, les sources et leurs hyperliens Internet sont clairement indiqués.

Ce *Compendium 2013* annule et remplace toutes les données contenues dans le *Compendium 2012* (Rapport du GRIP 2012/4) et dans toutes les versions antérieures. Il est une analyse condensée des tendances en matière de dépenses militaires, de production et de commerce des armes. Il propose des faits et des statistiques de base directement exploitables par le lecteur et régulièrement mis à jour sur le site Internet du GRIP (suivre « Banque de données » sur < <http://www.grip.org> >). Pour le lecteur qui souhaite approfondir une thématique, il est également un outil précieux qui facilitera l'accès et la compréhension des bases de données plus complètes du SIPRI ou d'autres organisations.

LE STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE (SIPRI)

Le SIPRI a été créé à l'initiative du parlement suédois en 1966 afin de commémorer 150 ans d'une paix ininterrompue pour la Suède. Un couple exceptionnel en aura marqué les premières années, en se succédant à la tête du premier conseil d'administration. Alva Myrdal tout d'abord : écrivaine, successivement diplomate, parlementaire et membre du gouvernement suédois, elle sera nommée en 1962 représentante de la Suède à la Conférence sur le désarmement à Genève. Chef de file des pays non alignés, elle exercera dès ce moment une pression permanente sur les deux superpuissances pour les amener sur la voie de mesures concrètes en faveur d'une réduction et du contrôle des armements. Cette ténacité sera récompensée par le prix Nobel de la Paix en 1982. Inlassable militante pour la paix, mais également convaincue de la nécessité d'aborder la lutte pour la paix et le désarmement selon une méthode rigoureuse, elle contribua à faire rapidement de SIPRI une référence internationalement reconnue. Son mari, Gunnar Myrdal, économiste engagé, de réputation internationale et lauréat du Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1974, lui succédera à la présidence du SIPRI de 1968 à 1973.

Le SIPRI publie depuis 1969 un annuaire, le *SIPRI Yearbook*, qui est devenu un ouvrage de référence aussi bien pour les gouvernements que pour les organisations non gouvernementales et les milieux académiques. Les données statistiques et séries historiques sont en outre disponibles et libre d'accès sur le site Internet du SIPRI : < <http://www.sipri.org> >

SMALL ARMS SURVEY (SAS)

Small Arms Survey est un programme de recherche indépendant situé au sein de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, en Suisse. Il constitue la principale source d'informations publiques sur tous les aspects relatifs aux armes légères et de petits calibres et à la violence armée, ainsi qu'un centre de ressources pour les gouvernements, les décideurs politiques, les chercheurs et les acteurs engagés dans ce domaine. Créé en 1999, le projet est soutenu par le Département fédéral suisse des Affaires étrangères et bénéficie également de la contribution des gouvernements de plusieurs autres pays.

Parmi ces divers travaux et publications, *Small Arms Survey* édite en particulier une revue annuelle des questions liées à la problématique internationale des armes légères, telles que la production, les stocks, le courtage, les transferts légaux et illicites, etc. Cette annuaire est traduit depuis plusieurs années en français par le GRIP et disponible sur demande. < <http://www.smallarmssurvey.org/> >

1. LES SOURCES ET MÉTHODES

1.1. Les dépenses militaires

Les données et informations relatives aux **dépenses militaires** dans le monde discutées dans ce rapport sont extraites des bases de données en ligne du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) et du *SIPRI Yearbook 2012*, chapitre 4, *Military Expenditure*. Elles sont établies par le SIPRI selon une méthodologie¹ rigoureuse sur la base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (OTAN, FMI, OCDE, PNUD).

Lorsque les données officielles ne correspondent pas à la définition des dépenses militaires retenue par le SIPRI, ou lorsque les séries temporelles sont incomplètes, fragmentaires ou inexploitable (en raison de conflits ou d'une situation économique désastreuse, notamment pour certains pays africains), le SIPRI procède à une estimation prudente et réaliste. Par contre, lorsqu'un pays ne communique aucune donnée sur l'état de ses dépenses militaires pour une année donnée, le SIPRI procède à une estimation en supposant que le taux de variation pour ce pays est identique à celui de la région à laquelle il appartient. Lorsqu'une estimation raisonnable est impossible pour un pays donné, aucun chiffre n'est affiché et ce pays est exclu du total. Parmi les pays ainsi exclus figurent notamment l'Angola, la Corée du Nord, Cuba, la Guinée équatoriale, Haïti, le Myanmar (Birmanie), le Qatar, la Somalie, Trinidad et Tobago, et le Vietnam. Les données sont également absentes pour les pays qui n'ont pas de forces armées. C'est par exemple le cas du Costa Rica dont les faibles dépenses d'armement nécessaires à l'équipement de la police et des garde-côtes représentent moins de 0,05 % de son PIB. Les données publiées par le SIPRI, en raison de leur méthodologie prudente et rigoureuse, sous-estiment probablement le niveau réel des dépenses militaires mondiales.

Il faut aussi garder à l'esprit que les dépenses publiques concourant à l'effort de défense ne sont pas nécessairement toutes inscrites au budget de la défense, mais peuvent être couvertes par d'autres postes du budget de l'État. Aux États-Unis par exemple, les dépenses pour la « défense nationale » (titre 050 du budget de l'État) sont composées du budget du département de la défense (DoD) (titre 051 du budget) mais également des dépenses nucléaires à vocation militaire inscrites au budget du département de l'Énergie (DoE) (titre 053 du budget) ainsi que de certaines dépenses militaires engagées par d'autres départements fédéraux tels que la Sécurité intérieure (*Homeland Security*), la Justice ou le FBI (titre 054 du budget)².

Le SIPRI inclut dans sa définition des dépenses militaires toutes les dépenses de personnel (salaires, pensions et services sociaux du personnel civil et militaire), d'acquisition d'équipement, de recherche et développement, d'opérations et de maintenance, de construction d'infrastructures, d'activités spatiales militaires et d'assistance militaire à l'étranger engagées par les ministères de la Défense ainsi que par les agences gouvernementales engagées dans des projets militaires. Par contre, sont exclues de la

1 Pour une explication de la méthodologie, voir : < http://www.sipri.org/databases/milex/sources_methods >

2 Pour une analyse du budget militaire des États-Unis, voir Luc Mampaey, *Les premiers budgets militaires de Barack Obama : un changement dans la continuité*, Note d'Analyse du GRIP, 17 février 2010, < <http://www.grip.org/fr/node/169> >

définition les dépenses engagées par des forces armées non gouvernementales ainsi que les dépenses liées à des activités militaires passées (avantages autres que les pensions aux vétérans, coûts de la démobilisation et de la reconversion d'infrastructures, démantèlement et destruction d'armes) ce qui peut induire une différence significative pour certains pays.

Toutes les données relatives aux dépenses militaires présentées dans ce rapport sont extraites de la banque de données *SIPRI Military Expenditure Database* qui couvre 171 pays sur une période allant de 1988 à 2011. Les données sont présentées en devises nationales à prix courants, en dollars américains aux prix et taux de change de 2010, ainsi qu'en pourcentage du produit intérieur brut. La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires est gratuite et accessible à l'adresse < <http://www.sipri.org/databases/milex> >.

1.2. La production d'armement

Une section de ce *Compendium* est consacrée aux **principaux groupes industriels de production d'armement** dans le monde. Des données relatives à ces groupes sont également publiées dans les annuaires du SIPRI. Toutefois, nous retiendrons dans cette publication les données relatives aux cent premiers producteurs mondiaux d'armements publiées par la revue spécialisée *Defense News*, généralement disponibles plus tôt que celles du SIPRI. Il n'y pas de divergences majeures entre les classements du SIPRI et ceux de *Defense News*.

Les chiffres d'affaires des cent principaux groupes de l'armement dans le monde sont exprimés en millions de dollars des États-Unis, aux prix courants. Les conversions en dollars du chiffre d'affaires des firmes non américaines sont effectuées en utilisant le taux de change de la fin de l'exercice fiscal. Les archives relatives au Top 100 des groupes de l'armement dans le monde depuis 1998 sont disponibles dans la rubrique « Chiffres clés » sur le site Internet du GRIP : < <http://www.grip.org/fr/node/542> >.

1.3. Les transferts d'armements conventionnels majeurs

Les données et informations relatives aux **transferts internationaux d'armements conventionnels** sont extraites des bases de données en ligne du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), et du *SIPRI Yearbook 2012*, Chapitre 6, *International Arms Transfers*.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence pour des raisons méthodologiques : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV) établis selon une grille de prix propre au SIPRI³. Le TIV est basé sur une estimation du coût de production unitaire d'un ensemble de types d'armes de référence. Lorsque le prix d'un armement n'est pas connu, il est estimé par comparaison avec les caractéristiques et l'année de production d'un armement comparable. Un armement d'occasion qui a déjà servi dans des forces armées est estimé à 40 % du prix d'un armement neuf. Un armement qui a fait l'objet

³ Pour une description plus détaillée de ces catégories, voir < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers/background/coverage> >

d'une révision ou mise à niveau majeure reçoit une valeur correspondant à 66 % de celle d'un équipement neuf.

Le TIV ne représente donc pas une valeur financière réelle des ventes d'armes, mais a pour objectif d'établir une unité commune pour la mesure de l'évolution dans le temps des flux d'armements entre les pays et les régions. Le TIV ne peut donc en aucune manière être comparé avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental annuel.

Les tableaux et les graphiques de ce rapport sont construits à partir des données extraites de la *SIPRI Arms Transfers Database* qui couvrent, pour 120 pays ou organisations, les transferts d'armements conventionnels effectués entre 1950 et 2011. La base de données du SIPRI sur les transferts d'armes est gratuite et accessible à l'adresse < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >.

Les statistiques du SIPRI concernent les « armements conventionnels majeurs » (*major conventional weapons*) répartis en une dizaine de catégories⁴ : aéronefs, systèmes de défense anti-aérienne et sous-marine, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires, moteurs, satellites et autres. Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères et de petit calibre, les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI.

1.4. Les transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions

L'édition 2013 du Compendium consacre, pour la première fois, un chapitre sur les transferts internationaux autorisés des **armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions**.

Les données et informations relatives aux armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions sont extraites des bases de données en ligne de *Small Arms Survey*⁵ et des chapitres pertinents⁶ des annuaires sur les armes légères de 2009, 2010, 2011 et 2012, dont les principaux auteurs sont Pablo Dreyfus, Patrick Herron, Janis Grzybowski, Nicolas Marsh et Matt Schroeder.

Small Arms Survey (SAS) a lancé en 2009 une étude de grande envergure réalisée sur une période de quatre ans, afin d'estimer la valeur mondiale des transferts internationaux des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. Pour réaliser ce projet, des données et informations provenant de plusieurs sources ont été compilées. Parmi celles-ci figurent la base de données des Nations unies sur

4 Pour une définition précise de chacune de ces catégories et davantage d'informations sur les sources et la méthodologie du SIPRI pour les transferts d'armes, nous encourageons le lecteur à consulter le site Internet du SIPRI : < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> > (voir *Background information and explanations*).

5 Les bases de données du Small Arms Survey sur les transferts internationaux des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions sont gratuites et accessibles à l'adresse suivante < <http://www.smallarmssurvey.org/weapons-and-markets/transfers.html> >

6 Annuaire sur les armes légères 2009, Chapitre 1 : Les sources passées au crible : les transferts autorisés d'armes légères, *Small Arms Survey*, p.7-59. Annuaire sur les armes légères 2010, Chapitre 1 : La sortie des ténèbres : le commerce mondial des munitions, *Small Arms Survey*, p.7-39. Annuaire sur les armes légères 2011, Chapitre 1 : Phénomène méconnu mais de grande ampleur : les transferts autorisés d'armes légères, *Small Arms Survey*, p.9-41. *Small Arms Survey* 2012, Chapter 8 : Piece by piece : Authorized transfers of parts and accessories, *Small Arms Survey*, p. 241-281.

les statistiques commerciales des produits de base (UN COMTRADE), le registre des armes conventionnelles des Nations unies ainsi que des rapports nationaux et régionaux tel que le rapport annuel du COARM établi en application du point 8 du dispositif de la Position commune de l'Union européenne en matière d'exportation d'armement, ou encore la base de données du NISAT⁷. C'est la comparaison et interprétation de ces diverses sources qui ont permis à SAS d'établir ses propres données⁸.

En raison de l'opacité qui entoure le commerce des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, SAS fait preuve d'une très grande prudence dans l'estimation de ces données. En conséquence, les chiffres avancés doivent le plus souvent être considérés comme des estimations « minimales ».

Du fait de l'absence de données pour certaines catégories d'armes, SAS a procédé par extrapolation pour établir les estimations de certaines données, plus particulièrement pour ce qui concerne les armes légères, leurs munitions et leurs composants. Le principe est de partir des données d'un échantillon de pays et d'effectuer des déductions plausibles⁹ pour parvenir à une estimation de données.

Enfin, SAS précise qu'en raison de l'absence de données relatives aux munitions d'armes légères dans les sources traditionnelles¹⁰, et considérant la demande civile négligeable, les chiffres présentés se basent sur les registres des marchés publics qui ont pu être identifiés.

1.5. Conventions monétaires

Les dépenses militaires issues des bases de données du SIPRI sont exprimées en dollars, aux prix et taux de change de 2010. Le SIPRI modifie désormais tous les ans l'année de référence pour la conversion en dollars constants.

Les chiffres d'affaires des groupes de l'armement sont exprimés en dollars, aux prix courants.

Les transferts d'armements conventionnels ne sont pas exprimés en valeurs monétaires ; leur évolution dans le temps et selon les pays et régions est représentée par un indicateur de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV), comme expliqué au point 1.3 ci-dessus.

Lorsque des données exprimées en devises de pays non membres de la zone euro sont converties en euros, elles le sont en utilisant les taux de change moyen de l'année 2011 publiés par Eurostat.

7 Le NISAT (Norwegian Initiative on Small Arms Transfers) est une initiative commune du Peace Research Institute Oslo (PRIO), de la Croix-Rouge norvégienne et de Norwegian Church Aid visant à fournir des informations sur les transferts d'ALPC. Voir < www.nisat.org >

8 Pour plus d'informations sur la méthodologie, voir Annuaire sur les armes légères 2009, *Small Arms Survey*, p. 26-30 ; Annuaire sur les armes légères 2010, *Small Arms Survey*, p. 17-20 ; Annuaire sur les armes légères 2011, *Small Arms Survey*, p. 19-22 ; Annuaire sur les armes légères 2012, *Small Arms Survey*, p. 247-251.

9 En considérant que pour des « pays similaires » les transferts internationaux sont équivalents, et, à contrario, que si une différence existe, elle est due à un facteur spécifique.

10 UN Comtrade, registre de l'ONU, rapports nationaux et régionaux.

2. LES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE

2.1. Tendances générales

Selon le SIPRI, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2011 sont estimées à 1 738 milliards de dollars, ce qui correspond à 1 634 milliards de dollars aux prix et taux de change de 2010. Pour la première fois depuis l'année 1998, elles n'ont pas augmenté. Toutefois, il est encore trop tôt pour conclure que les dépenses militaires ont atteint leur limite.

De 1998 à 2010, le montant des dépenses militaires mondiales augmentait chaque année, avec un taux de croissance moyen annuel particulièrement élevé (5 %) sur la période 2001-2009. Ce taux de croissance a ralenti en 2010, année où il était de 1,3%, avant de tomber à tout juste 0,3% en 2011.

Les dépenses militaires mondiales en 2011, comparées à celles de l'année 2010, restent inchangées en termes réels, et correspondent à 2,5% de la production mondiale, soit environ 249 dollars par habitant.

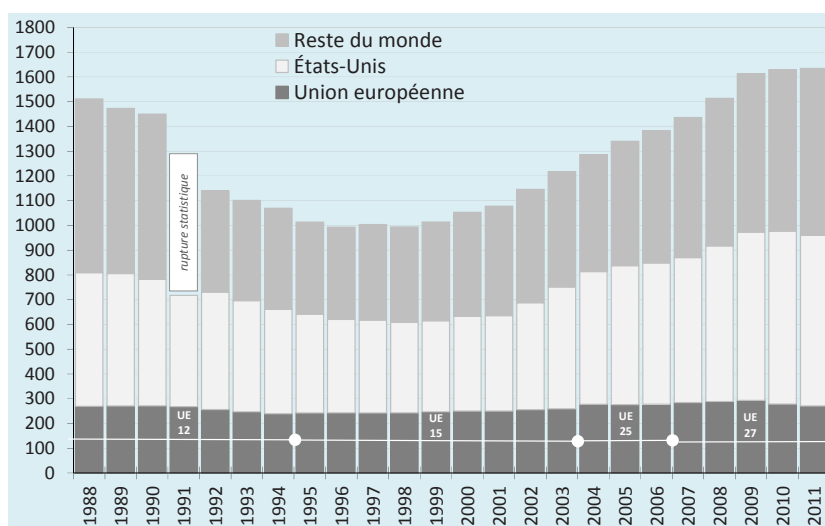
2.2. Analyse régionale

Nous avons observé les variations des dépenses militaires, par régions et par pays, en prenant pour référence l'année 2002. La comparaison s'effectue donc sur une série de dix années.

Sur l'ensemble de la période 2002-2011, la tendance est à un accroissement général des dépenses militaires dans le monde mais avec d'importantes variations selon les pays et les régions – Afrique, Amériques, Asie et Océanie, Europe et Moyen-Orient – et sous-régions¹¹.

GRAPHIQUE 1

DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES : LES ÉTATS-UNIS, L'UNION EUROPÉENNE ET LE RESTE DU MONDE – De 1988 à 2011
(en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2010)



Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < <http://www.sipri.org/databases/milex> >

Note : rupture statistique en 1991, en raison de l'absence d'estimation fiable pour la Russie. À noter également que le périmètre de l'Union européenne a évolué au cours de la période. Les pays ne contribuent au total de l'UE qu'à partir de l'année de leur adhésion.

¹¹ Les indicateurs de tendance du SIPRI relatifs aux. Nous suivons la classification régionale du SIPRI (< http://www.sipri.org/databases/milex/regional_coverage >), c'est à dire :

- (1) Afrique = Afrique du Nord [Algérie, Libye, Maroc, Tunisie] + Afrique Subsaharienne [Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, République d'Afrique centrale, Tchad, Congo (RDC), Congo (Rép.), Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe].
- (2) Amériques = Amérique du Nord [Canada, USA] + Amérique centrale [Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama] + Amérique du Sud [Argentine,

Les dépenses militaires sur le continent américain, qui enregistrait les croissances les plus importantes depuis 2001, ont légèrement diminué en 2011, pour la première fois depuis 1998. Partout ailleurs par contre, les dépenses militaires ont sensiblement augmenté en 2011 par rapport à 2010 (en Afrique, au Moyen-Orient, dans la zone Asie-Océanie), à l'exception du continent européen où elles sont restées pratiquement stables. Entre 2010 et 2011, les dépenses militaires ont progressé en moyenne de 8,8 % sur le continent africain (mais de 24,8% en Afrique du Nord), de 2,4 % sur le continent asiatique et l'Océanie (dont 4% en Asie du Sud), de 0,2% en Europe et de 4,5 % au Moyen-Orient.

TABLEAU 1

DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, PAR RÉGIONS, 2002-2011

(en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2010)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	% variation 2002-2011
Monde	1 145,6	1 217,6	1 286,4	1 339,5	1 382,9	1 435,9	1 513,3	1 613,1	1 629,2	1 634,2	42,7%
Afrique	19,5	19,4	21,8	22,7	23,6	24,6	27,8	28,6	29,6	32,2	64,9%
Afrique du Nord	6,3	6,5	7,1	7,3	7,3	8,0	9,4	10,0	10,5	13,1	109,0%
Afrique sub-saharienne	13,2	12,9	14,8	15,3	16,3	16,6	18,4	18,6	19,1	19,1	44,0%
Amérique	497,2	552,3	599,9	630,5	644,2	663,8	713,8	767,4	791,3	780,3	56,9%
Amérique du Nord	447,5	507,6	552,4	578,7	588,2	604,7	649,5	701,0	721,4	712,7	59,2%
Amérique Centrale et Caraï	4,8	4,7	4,4	4,7	5,0	5,6	5,7	6,2	6,3	6,5	35,7%
Amérique du Sud	44,9	40,1	43,1	47,2	51,0	53,5	58,6	60,3	63,6	61,1	36,1%
Asie et Océanie	203,7	212,5	224,1	235,8	249,1	267,4	283,5	317,0	322,1	329,7	61,9%
Asie Centrale	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4	1,9	1,9	1,8	2,0	2,2	..
Asie de l'Est	151,2	158,7	164,7	173,4	184,9	200,7	211,5	236,0	240,4	250,0	65,3%
Asie du Sud	33,6	34,4	39,2	41,4	41,9	42,6	47,1	54,5	54,8	53,0	57,8%
Océanie	18,1	18,5	19,2	19,8	20,9	22,2	22,9	24,6	24,9	24,6	35,9%
Europe	347,1	351,8	354,3	356,1	364,9	373,0	383,6	391,6	375,1	375,9	8,3%
Europe de l'Ouest	288,0	289,5	290,2	286,5	289,2	290,5	296,3	303,3	288,6	283,3	-1,6%
Europe Orientale	38,7	41,4	43,3	47,9	53,4	58,9	64,9	66,4	65,5	72,1	86,5%
Europe Centrale	20,4	20,9	20,8	21,7	22,3	23,7	22,4	21,9	21,0	20,5	0,1%
Moyen Orient	78,0	81,5	86,3	94,3	101,0	107,0	104,3	108,3	110,9	115,9	48,7%

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < <http://www.sipri.org/databases/milex> >

Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela] + Caraïbes [Bahamas, Barbade, Cuba, République dominicaine, Haïti, Jamaïque, Trinidad et Tobago].

(3) Asie et Océanie = Asie centrale [Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan] + Asie de l'Est [Brunei, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Corée du Nord, Corée du Sud, Laos, Malaisie, Mongolie, Myanmar (Birmanie), Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam] + Asie du Sud [Afghanistan, Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka] + Océanie [Australie, Fidji, Nouvelle Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée].

(4) Europe = Europe de l'Ouest [Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie] + Europe centrale [Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Monténégro, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, République tchèque] + Europe orientale [Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine, Russie].

(5) Moyen-Orient = [Bahreïn, Égypte, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Syrie, Émirats arabes unis, Yémen].

Amériques

Les dépenses militaires sur le continent américain ont évolué de 57% depuis 2002. Que ce soit en Amérique du Nord, en Amérique centrale-Caraïbes ou encore en Amérique du Sud, les dépenses ont progressé inexorablement depuis 2002. En 2011, les réductions des dépenses militaires en Amérique du Nord et en Amérique du Sud viennent pourtant mitiger cette tendance. Pour la première fois depuis 1998, les dépenses sur le continent ont été réduites de 1,4% pour l'année 2011.

La hausse générale sur la période 2002-2011 s'explique, en grande partie, par l'accroissement des dépenses en Amérique du Nord, et plus particulièrement aux États-Unis. Ces derniers ayant augmenté leurs investissements militaires sur la dernière décennie, principalement pour faire face aux dépenses engagées depuis fin 2001 par la « guerre totale contre le terrorisme » (GWOT, *Global War On Terror*) voulue par George W. Bush, puis pour les opérations militaires (OCO, *Overseas Contingency Operations*) en Afghanistan et en Irak.

Après une décennie de réductions, pendant la période 1987-1998, et après une hausse modérée au cours du second mandat du président Clinton de 1998 à 2001, les attentats du 11 septembre 2001 ont permis de justifier les hausses budgétaires massives qui étaient attendues depuis plusieurs années par les marchés financiers et les groupes de production d'armements.

Toutefois, en Amérique du Nord, après une décennie d'augmentations évaluées à 59% sur la période 2002-2011, les dépenses militaires ont chuté de 1,2% en 2011, pour la première fois depuis 1998.

Les dépenses militaires des États-Unis – l'État le plus dépensier au monde – sont passées de 432,5 milliards de dollars en 2002 à 689,6 milliards de dollars en 2011, enregistrant une croissance de 59% en l'espace de dix ans. En 2011, les États-Unis ont cependant réduit leurs dépenses de 1,2%.

Deux facteurs expliquent cette marche arrière : le retrait des troupes d'Irak et d'Afghanistan et l'impact du déficit budgétaire des États-Unis sur les dépenses militaires. Ainsi, en février 2011, l'administration Obama a présenté un budget prévisionnel de défense¹², pour l'année 2012, de 671 milliards de dollars réparti comme suit : 553 milliards pour la base budgétaire et 118 pour les opérations extérieures¹³. Finalement, en décembre 2011, le budget final a été adopté, allouant 531 milliards de dollars comme base budgétaire¹⁴, et 117 pour les opérations militaires¹⁵.

Certains responsables sont cependant enclins à des réductions plus prononcées, à l'instar de Gordon Adams, ancien haut-fonctionnaire aux budgets de la sécurité nationale de la Maison Blanche, qui a déclaré que les budgets pouvaient être réduits de 15% sur la période 2012-2021, sans que les capacités de défense n'en soient affectées¹⁶.

12 Voir SIPRI Yearbook 2012, p.162.

13 Par rapport à l'année 2011, la part des opérations militaires était amputée de 41,5 milliards de dollars, justifiée par le retrait d'une partie des troupes déployées à l'étranger.

14 Soit 22 milliards de moins que la requête initiale.

15 Soit 1 milliard de moins que ce qui avait été demandé.

16 Voir SIPRI Yearbook 2012, p.163.

En contraste saisissant avec son voisin du sud, les dépenses militaires canadiennes, bien plus modestes, ont également connu une croissance depuis 2002. Elles étaient de l'ordre de 15,1 milliards de dollars à l'époque et se sont élevées à 23,1 milliards de dollars en 2011, enregistrant une augmentation de 53%. Pour l'année 2011, le Canada a légèrement réduit ses dépenses militaires de 0,1%.

Sur la période 2002-2011, la croissance des dépenses militaires en Amérique centrale et aux Caraïbes¹⁷ est évaluée à 36% et à 3% pour l'année 2011.

Avec une augmentation de 66% dans ses dépenses militaires, l'Amérique du Sud enregistre la plus forte augmentation des dépenses sur le continent américain depuis 2002. Ces augmentations répondent à la nécessité des États d'équiper les forces de l'ordre et l'armée pour faire face à la violence des cartels de drogue. Avec une augmentation de 52% sur cette même période, le Mexique n'en est que l'un des plus illustres exemples. Cependant, les dépenses militaires en Amérique du Sud ne sont pas uniformes. En effet, le Paraguay, le Chili, le Guatemala et le Mexique enregistrent les plus fortes augmentations des dépenses militaires pour 2011, évaluées respectivement, à 34%, 12%, 7,1% et 5,7%. À l'inverse, la République dominicaine, l'Argentine, le Brésil et le Venezuela ont procédé aux réductions les plus importantes avec des diminutions de 9,4%, 9%, 8,2%, 7,4%.

Afrique

Avec une croissance de 64,9% des dépenses militaires, l'Afrique enregistre la plus forte progression au monde sur la période 2002-2011. Cette hausse s'élève à 109% pour l'Afrique du Nord et à 44% pour l'Afrique sub-saharienne. Pour l'année 2011, l'évolution des dépenses est chiffrée à 8,8% sur le continent. Elle est de 24,8% pour l'Afrique du Nord alors qu'en Afrique sub-saharienne les dépenses sont restées constantes depuis 2010. Les dépenses militaires sur le continent africain ne sont pas non plus uniformes. Les luttes contre le terrorisme et les nombreux conflits civils expliquent en grande partie l'augmentation des dépenses militaires en Afrique. Toutefois, il n'est pas certain que ces facteurs soient les principales motivations pour l'augmentation des budgets militaires. En effet, des pays qui subissent les dommages collatéraux du conflit somalien, comme l'Éthiopie, le Kenya ou l'Ouganda, ont réduit leur budget de défense¹⁸. Les ambitions régionales nourries par certains États seraient ainsi une explication majeure dans l'augmentation des dépenses militaires.

L'Afrique du Nord enregistre, avec une croissance de 109%, une progression sans précédent dans les dépenses militaires depuis 2002. Cette tendance s'explique par l'augmentation des dépenses de l'Algérie et du Maroc, les deux États les plus dépensiers de la région. En effet, les dépenses militaires algériennes sont passées de 3 milliards en 2002 à 8,2 milliards en 2011, soit un accroissement de 173%. Rien que pour l'année 2011, l'augmentation des dépenses militaires algériennes est de 44%. Plusieurs facteurs expliquent une telle évolution. Tout d'abord, l'Algérie s'est lancée dans un programme de modernisation et de réarmement de son armée¹⁹. Ensuite, elle

17 Cuba et la Jamaïque ne fournissent pas de données et les chiffres de 2011 du Salvador sont une estimation. Le Costa Rica, Haïti et le Panama ne possèdent pas de forces armées.

18 Voir SIPRI Yearbook 2012, p.167.

19 Ibidem, p.168-169.

est en proie aux attaques terroristes sur son territoire, des agressions commises par la branche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), ainsi que des attentats dans la bande sahélienne. Par ailleurs, l'Algérie s'est massivement équipée suite au conflit chez son voisin libyen, dont elle redoutait des débordements sur son territoire. Mais la lutte contre le terrorisme ou les inquiétudes nourries par la guerre civile libyenne ne sont pas les seules explications – à la croissance des dépenses militaires. En effet, au regard du matériel acheté et des nouveaux équipements – principalement des systèmes sol et airs, qui ne sont pas employés dans la lutte contre le terrorisme – il semblerait que les ambitions nourries par l'Algérie, et sa grande rivalité avec le Maroc pour le leadership régional, soit peut-être une explication à de telles dépenses. L'influence des militaires dans le pays est aussi un facteur à prendre en compte²⁰. En ce qui concerne le Maroc, ses dépenses militaires ont augmenté de 45,5% depuis 2002. Pour l'année 2011, cette croissance est néanmoins inférieure à 1%.

En Afrique sub-saharienne, les dépenses militaires ont progressé de 44% depuis 2002. Toutefois, en 2011, celles-ci ont été équivalentes à celles de 2010. De nombreux pays de la région ne fournissent pas de données sur leurs dépenses militaires. C'est le cas notamment du Bénin, du Burundi, de Djibouti, de la Guinée équatoriale, de l'Érythrée, du Gabon, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Libéria, du Malawi, de la Mauritanie, du Mozambique, du Niger, de la République Centrafricaine, de la République du Congo, du Sénégal, de la Somalie, du Sud-Soudan et du Soudan. Par ailleurs, le SIPRI a procédé à des estimations pour un grand nombre d'États, à savoir le Kenya, le Mali, l'Ouganda, la Sierra Leone, le Swaziland et le Tchad.

Les États les plus dépensiers de l'Afrique subsaharienne sont l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigéria. Les dépenses militaires de l'Afrique du Sud étaient de 4 milliards de dollars en 2002, avant d'atteindre 4,8 milliards de dollars en 2011, ce qui équivaut à une croissance de 20% en l'espace de 10 ans. À noter que pour l'année 2011, les dépenses militaires sud-africaines ont augmenté de 4,3%. Cette accélération des dépenses est due à une restructuration des salaires et permettra l'achat de nouveaux équipements²¹. L'Angola, le deuxième État le plus dépensier de la zone, a plus que doublé ses dépenses militaires en une décennie : 1,4 milliard de dollars en 2002 pour 3,3 milliards en 2011, ce qui traduit une croissance de 135,7%. Avec une croissance de 22% depuis 2002, le Nigéria se place juste derrière l'Angola. L'armée conduit des missions de contreterrorisme pour lutter contre les activités du groupe armé Boko Haram qui sévit sur son territoire²², ce qui explique la croissance des dépenses au Nigéria. Il est difficile d'estimer la part du contreterrorisme dans le budget de défense nigérian. Cependant, Le SIPRI souligne qu'en 2010, une nouvelle ligne budgétaire dédiée uniquement à la lutte contre le terrorisme a été introduite. Ainsi, en 2010 et 2011, les dépenses allouées au contre-terrorisme étaient respectivement de 232 et 137 millions de dollars, représentant respectivement 12% et 6% de l'ensemble des dépenses militaires nigérianes. Le climat de peur et d'insécurité qui règne au Nigéria permet d'accroître les dépenses militaires sans rencontrer d'opposition. Dans son discours présentant le budget 2012, le président nigérian, Jonathan Goodluck, a clairement identifié la conduite des opérations de

20 Ibidem, p.169.

21 Ibidem, p.171-172.

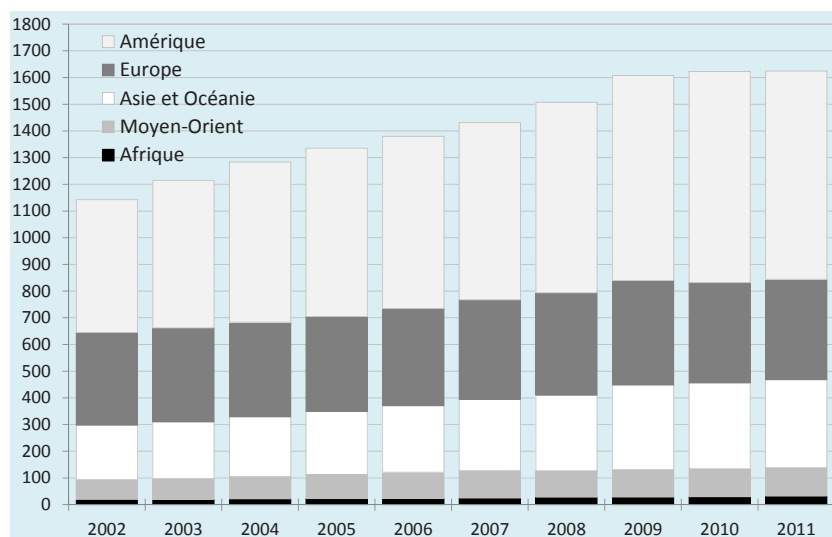
22 Ibidem, p.169.

défense et de contreterrorisme comme l'une des priorités nationales, ce qui engendrerait de nouvelles augmentations allouées aux dépenses militaires²³.

Enfin, le cas du Swaziland, qui a augmenté ses dépenses militaires de 70,8 millions de dollars, enregistrant une croissance de 160% sur la période 2002-2011, mérite une

GRAPHIQUE 2

DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, PAR RÉGIONS, 2002-2011 (en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2010)



Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database,
< <http://www.sipri.org/databases/milex> >

islamique d'Iran, les Émirats arabes unis, le Qatar et le Yémen, entraîne des estimations incertaines pour les dépenses militaires au Moyen-Orient en 2011. Par ailleurs, il est encore trop tôt pour estimer l'impact des « printemps arabes » sur les dépenses militaires de la région, les chiffres analysés ici étant antérieurs au début des événements. Néanmoins, il a été évalué que les dépenses militaires de cette région se sont élevées à 123 milliards en 2011, soit une hausse de 4,6% par rapport à 2010, et de 49% depuis 2002.

L'évolution des dépenses fluctue également très fort dans la région. Parmi les États qui ont le plus sensiblement augmenté leurs investissements en 2011 se trouvent l'Irak, avec une croissance de 55% et le Bahreïn avec une progression de 14%. Viennent ensuite le Koweït, Israël et la Syrie avec respectivement 9,8%, 6,8% et 6,1% de croissance. À l'inverse, d'autres pays ont procédé à des réductions de dépenses militaires, comme le Sultanat d'Oman, avec une baisse de 17%, ainsi que l'Égypte et la Jordanie, tous deux enregistrant une baisse de 4,2%.

Le cas de l'Irak mérite une attention particulière. Ce pays a augmenté ses dépenses militaires de plus de 1,9 milliards de dollars, ce qui correspond à une croissance de 55%, soit l'augmentation la plus importante enregistrée dans la région pour l'année 2011. Toutefois, cela fait de nombreuses années que l'Irak augmente ses dépenses. En 2004, elles étaient estimées à 1,8 milliards de dollars, et en 2011 elles sont évaluées à 5,6 milliards de dollars, ce qui constitue une augmentation de 3,8 milliards de dollars,

attention particulière. En effet, le comportement de ce micro-État est à souligner, alors même que la situation sécuritaire de cet État ne connaît ni troubles internes ni menaces externes. Par ailleurs, le pays subit une sévère crise économique, les aides sociales sont drastiquement rabotées, 70% de la population vit avec moins de 2 euros par jour et c'est le pays qui recense le plus fort taux d'infection du VIH²⁴.

Moyen-Orient

L'absence de données de plusieurs pays importants de la région, comme la République

²³ Ibidem, p.170-171.

²⁴ Ibidem, p.172.

soit une croissance de 211% depuis 2004. L'augmentation des dépenses militaires en 2011 n'est donc pas une exception, et s'inscrit dans la logique de la politique adoptée par l'État depuis plusieurs années.

Les dépenses militaires d'Israël, le troisième pays le plus dépensier de la région, sont restées quasiment constantes depuis 2002, avoisinant une moyenne annuelle de 15 milliards de dollars. En 2011, les dépenses de l'État hébreu ont enregistré une croissance de 7%.

L'Arabie saoudite demeure le leader régional incontesté avec des dépenses militaires atteignant 46,2 milliards de dollars en 2011, ce qui représente le huitième plus grand budget militaire au niveau mondial. Cependant, alors que les dépenses militaires ont augmenté de 90% sur la période 2002-2011, elles n'ont que légèrement augmenté en 2011, avec une croissance de 2,2%.

Asie et Océanie

Les dépenses militaires pour la région Asie-Océanie ont progressé de 61,9% sur la période 2002-2011. Pour l'année 2011, la croissance évaluée à 2,3% est assez faible. Ce ralentissement des dépenses militaires, alors même que la croissance économique est en hausse, s'explique par les inquiétudes nourries par les pays asiatiques à l'égard de l'impact de la crise budgétaire européenne. En 2011, trois pays asiatiques comptent parmi les 10 pays les plus dépensiers au monde en matière d'équipement militaire. Il s'agit de la Chine, du Japon et de l'Inde, trois puissances classées respectivement à la deuxième, sixième et septième place. Le budget alloué aux dépenses militaires pour l'Asie et l'Océanie diffère selon les pays.

Sur la période 2002-2011, les dépenses militaires ont augmenté de 57,8% en Asie du Sud. Il faut souligner qu'il n'existe pas de données pour l'Asie Centrale, étant donné l'absence de chiffres de plusieurs pays²⁵. Toutefois, il a été estimé que pour 2011, les dépenses militaires ont progressé de 10% pour l'Asie centrale, alors qu'elles ont été réduites de 3,2% pour l'Asie du Sud. Les deux États les plus dépensiers de la zone sont incontestablement l'Inde et le Pakistan. En 2002, les dépenses indiennes étaient de 26,6 milliards de dollars, et se sont élevées jusqu'à 44,2 milliards de dollars en 2011, enregistrant une augmentation de 66% en 10 ans. Les dépenses ont cependant été réduites de 3,9% pour l'année 2011. Il est important de préciser que les dépenses militaires en Inde sont motivées par la rivalité avec la Chine²⁶, mais aussi par les tensions récurrentes avec le voisin Pakistan. De son côté, le Pakistan a augmenté ses dépenses militaires de 19% depuis 2002 mais celles-ci n'ont que très légèrement augmenté en 2011, avec une croissance de 1,8%.

En Asie de l'Est, les dépenses militaires ont progressé de 65,3% sur la période 2002-2011, avec une plus faible croissance évaluée à 3,9% pour l'année 2011. Les trois États les plus dépensiers de la région sont, dans l'ordre décroissant, la Chine, le Japon et la Corée du Sud. La Chine enregistre une croissance de 81,5 milliards de dollars depuis 2002, soit une augmentation de 170%. Cette évolution équivaut à

25 Absence de données pour le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan ainsi qu'une estimation pour le Kazakhstan.

26 Les deux États sont en concurrence pour le leadership régional.

une augmentation de 500% depuis 1995. La modernisation de l'Armée populaire de libération, entreprise depuis plusieurs années, nourrit les inquiétudes de plusieurs pays et particulièrement de ses voisins et fait craindre l'éventualité d'une course aux armements dans la région. La rhétorique du gouvernement chinois souligne que l'évolution des dépenses militaires s'inscrit en parfaite cohérence avec la croissance de son économie et qu'une grande partie de l'augmentation des budgets est due à la hausse des salaires ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie des troupes. Les dépenses visent aussi la modernisation de l'équipement militaire ainsi que l'accès à la technologie pour les forces armées²⁷. En outre, pour apaiser les craintes des pays voisins, Pékin rappelle régulièrement que les technologies militaires, en pleine évolution, restent bien en deçà de celles des pays développés, engrangeant un retard d'une à deux générations, par rapport aux technologies militaires américaines notamment.

Malgré une sensible réduction dans ses dépenses depuis 2002, de l'ordre de 2,5%, le Japon affiche des dépenses militaires presque constantes, avoisinant les 54,5 milliards de dollars. La Corée du Sud enregistre quant à elle une croissance de 44,6% dans ses dépenses militaires depuis 2002. En 2011, elles ont subi une faible augmentation, à hauteur de 2%.

En Océanie, les dépenses militaires ont évolué de 35,9% depuis 2002, même si l'année 2011 enregistre une faible réduction de 1,2%. L'Australie est sans aucun doute l'État qui dépense le plus dans la zone, suivi, dans une toute autre mesure, par la Nouvelle-Zélande. Les dépenses australiennes ont enregistré une croissance de 6,2 milliards depuis 2002, soit une augmentation de 36,9%. Cependant, l'Australie affiche une réduction de 1,2% dans ses dépenses militaires en 2011. Les budgets militaires néo-zélandais ont progressé de 23% sur la période 2002-2011, avec une chute de 2,5% en 2011.

Enfin, en Asie du Sud-Est, où il n'y a pas de données pour le Myanmar et le Laos, de nombreux pays ont augmenté leurs dépenses militaires. Singapour est l'État de la zone qui dépense le plus. Sur la période 2002-2011, il a augmenté de 20% ses dépenses, même s'il les a réduites en 2011. L'Indonésie, qui se place derrière Singapour, enregistre une croissance de 79% depuis 2002, avec une augmentation de 10,6% en 2011. La Thaïlande est le troisième État de la zone avec des croissances de 64,5% sur la période 2002-2011, et de 6,3% pour l'année 2011. La Malaisie et le Vietnam ont également augmenté leurs dépenses militaires, avec respectivement des croissances de 31,3% et de 78,6% depuis 2002. Ces deux pays enregistrent une évolution d'environ 7% pour leurs dépenses de l'année 2011. Les Philippines sont le sixième État le plus dépensier de l'Asie du Sud-Est, enregistrant 10% de croissance depuis 2002, mais une réduction de 8,3% des dépenses pour l'année 2011. Le cas du Cambodge, pourtant l'un des pays les moins dépensiers de la zone en termes réels, est toutefois à souligner. En effet, même si le budget alloué aux dépenses militaires est faible comparé aux autres États, le Cambodge a augmenté ses dépenses militaires de 70% depuis 2002, dont 13% pour l'année 2011.

²⁷ Voir SIPRI, *Background paper on SIPRI military expenditure data, 2011*

< <http://www.sipri.org/research/armaments/milex/sipri-factsheet-on-military-expenditure-2011.pdf> >

La plupart des évolutions des dépenses en Asie du Sud-Est ne sont pas directement liées au programme de modernisation de l'armée chinoise, ni aux ambitions hégémoniques de Pékin dans la région. En effet, l'augmentation des budgets militaires au Cambodge et en Thaïlande est une réponse au conflit frontalier qui oppose ces deux pays. En outre, Bangkok doit faire face à une insurrection meurtrière qui sévit dans le sud du pays depuis 2004, et surveiller la stabilité interne de son territoire, menacée depuis le coup d'État de 2006. En Indonésie, les dépenses militaires entrent dans le cadre d'un programme destiné à créer « des forces minimales » pour contrôler le vaste archipel²⁸.

Europe

Les dépenses militaires ont augmenté de 8,3% pour l'ensemble du continent européen sur la période 2002-2011, mais pas de façon uniforme. En effet, alors que la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest et centrale réduisent leurs dépenses militaires depuis la crise financière de 2008²⁹, les pays d'Europe orientale contrebalancent cette tendance en augmentant les leurs. Ainsi, alors que depuis 2002 les dépenses militaires ont été réduites de 1,6% en Europe de l'Ouest, et ont légèrement évolué en Europe centrale à hauteur de 0,1%, elles ont progressé de 86,5% en Europe orientale. Quatre États européens – la Russie, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne – figurent, respectivement aux troisième, quatrième, cinquième et neuvième places, au classement des pays les plus dépensiers au monde.

Pour l'année 2011, les dépenses militaires en Europe orientale ont augmenté de 10%. Depuis 2002, l'Europe orientale a enregistré une augmentation de ses dépenses militaires de 86,5%. Cette croissance a été stimulée par la Russie, l'Ukraine et l'Azerbaïdjan, les trois États les plus dépensiers de la zone.

Les dépenses militaires russes ont progressé de 79% depuis 2002, année où elles se chiffraient à 35,8 milliards de dollars. Après une chute en 2009, elles ont à nouveau évolué et s'élevaient à 64,1 milliards de dollars en 2011. Cette année-là, les dépenses militaires russes ont progressé de 5,5 milliards de dollars, soit de 8,6%, ce qui a propulsé la Russie de cinquième à troisième État le plus dépensier au monde, devant le Royaume-Uni et la France.

En Ukraine, les dépenses ont augmenté de 85% en 10 ans. En Azerbaïdjan, elles sont passées de 332 millions de dollars en 2002 à 2,8 milliards en 2011, enregistrant une croissance record de 743%. Par ailleurs, avec une croissance de 89%, l'Azerbaïdjan a enregistré la plus forte augmentation au monde dans ses dépenses militaires pour l'année 2011. Ces augmentations continues des dépenses militaires depuis 2002 ravivent les craintes d'un conflit avec le voisin arménien, concernant la région disputée du Haut-Karabagh³⁰. Ainsi, même si les dépenses arméniennes sont bien en deçà de celles de l'Azerbaïdjan, elles ont toutefois augmenté de 165% depuis 2002, progressant de 145 à 384 millions en 2011. L'Arménie a cependant réduit de 2,8% ses dépenses militaires en 2011.

28 Voir SIPRI Yearbook 2012, p.154.

29 Et plus particulièrement suite aux mesures d'austérité qui s'imposent depuis 2010 pour réduire leur déficit budgétaire.

30 Voir SIPRI Yearbook 2012, p.286.

En Europe de l'Ouest, les dépenses militaires ont été réduites de 1,6% sur la période 2002-2011. En Europe centrale, elles ont progressé d'à peine 0,1% sur la même période. Pour l'année 2011, les budgets militaires ont été réduits de 1,8% et de 2,4%, respectivement en Europe de l'Ouest et en Europe centrale. Depuis 2010, de nombreux pays européens occidentaux ont adopté des mesures d'austérité pour réduire leur déficit budgétaire. Ce sont les budgets alloués aux dépenses militaires qui ont été, en majorité, les premiers affectés. La plupart des pays ont réduit leurs dépenses militaires depuis 2008, au début de la crise financière. C'est le cas de la Grèce, qui a réduit ses dépenses de 26%, ainsi que de l'Espagne, l'Italie et l'Irlande, qui ont respectivement procédé à des coupes de 18%, 16%, et 11%, mais aussi de la Belgique qui a allégé son budget de 12%. Toutefois les trois États les plus dépensiers en Europe de l'Ouest – le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, qui occupent respectivement les quatrième, cinquième et neuvième places au classement des pays les plus dépensiers au monde – n'ont procédé qu'à de très faibles coupes dans leurs dépenses militaires. Les dépenses britanniques ont même augmenté de 8,8 milliards de dollars, soit 18% depuis 2002. En revanche, celles de la France, avec une réduction de 0,6%, ont légèrement diminué, alors qu'elles ont chuté de 6,7% en Allemagne.

La Norvège et la Pologne ont quant à eux augmenté leurs dépenses militaires depuis 2002, respectivement de 13% et 46%. Pour 2011, ces croissances sont chiffrées à 11% pour la Norvège et à 4% pour la Pologne. L'augmentation des dépenses polonaises traduisent le souhait de cet État de devenir un participant plus actif au sein de l'OTAN. Enfin, la Turquie a réduit ses dépenses militaires de 12% depuis 2002, reflétant le réchauffement des relations avec la Grèce, que la Turquie a d'ailleurs rayée de sa liste des pays représentant une menace³¹.

2.3. Les États les plus dépensiers en 2010

Aux prix courants, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2011 sont évaluées à 1 634 milliards de dollars aux prix et taux de change de 2010, ou 1 738 milliards de dollars au prix courants de 2011. En se basant sur les estimations du Fonds monétaire international (FMI) pour le PIB mondial³² et sur celles des Nations unies pour la population mondiale³³, cette somme correspond à 2,5 % du produit intérieur brut réel mondial (PIB) estimé à 69 899 milliards de dollars en 2011, et constitue une dépense annuelle moyenne d'environ 249 dollars par habitant.

Le **tableau 2** donne le classement des 15 pays les plus dépensiers en termes de dépenses militaires, aux prix courants de 2011. La concentration des dépenses militaires est très importante : les États-Unis représentent à eux seuls quelque 40,9 % du total mondial. Ils sont suivis par la Chine, dont la part dans le total mondial (8,2 %) ne cesse de croître depuis plusieurs années (7,3% l'année précédente). Viennent ensuite

31 Voir SIPRI Yearbook 2012, p.177.

32 Le FMI estime le PIB mondial pour 2011 à 69 899 milliards de dollars aux taux de change du marché : Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2012, tableau A1, p. 196, < <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2012/02/pdf/textf.pdf> >.

33 Les Nations unies estiment la population mondiale 6 974 millions d'habitants au 1er janvier 2011. Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), *État de la population mondiale 2011*, < <http://foweb.unfpa.org/SWP2011/reports/FR-SWOP2011.pdf> >

la Russie, le Royaume-Uni et la France, avec respectivement 4,1 %, 3,6 % et 3,6 % du total mondial. Ces cinq premiers pays totalisent ensemble 60,5 % des dépenses militaires mondiales, alors que leur population ne représente que 27,6 % de la population du globe.

Les 15 premiers pays les plus dispendieux pour leur défense totalisent 87,9 % des dépenses mondiales, pour une population correspondant à un peu plus de la moitié (57,9 %) de la population terrestre.

En ce qui concerne les dépenses militaires par habitant, on trouve l'Inde au bas de ce Top 15, avec des dépenses militaires d'environ 39 dollars par habitant, et à l'autre extrême les États-Unis qui ont dépensé à des fins militaires quelque 2 300 dollars par citoyen en 2011. Trois autres pays ont dépensé plus de 1 000 dollars par habitant en 2010 : l'Arabie saoudite (1 727 dollars), l'Australie (1 182 dollars) et le Royaume-Uni (1 004 dollars).

Les dépenses militaires par habitant ou en pourcentage du PIB pour l'ensemble des pays de l'Union européenne peuvent être comparées, en euros cette fois, dans les deux dernières colonnes du tableau de l'annexe 2.

En moyenne pour les 27 pays membres de l'UE, les dépenses militaires représentaient 417 euros par habitant et 1,66 % du PIB en 2011. La médiane des dépenses militaires de l'UE en pourcentage du PIB s'établit à 1,29 % (c'est donc l'Allemagne qui correspond au deuxième quartile). La Belgique a des dépenses militaires correspondant à 1,09 % de son PIB en 2011.

TABLEAU 2

LES DÉPENSES MILITAIRES DES 15 PAYS LES PLUS DÉPENSISERS EN 2011

(en milliards de dollars de 2011, prix courants)

Rang	Pays	Dépenses militaires (milliards USD)	Population (millions)	Dépenses militaires par habitant (USD)	Part du total mondial (%)	
					Dépenses militaires	Population
1	Etats-Unis	711,4	309,3	2 299,9	40,9	4,4
2	Chine	142,9	1 347,6	106,0	8,2	19,3
3	Russie	71,9	142,8	503,2	4,1	2,0
4	Royaume Uni	62,7	62,4	1 004,0	3,6	0,9
5	France	62,5	65,1	961,0	3,6	0,9
Sous-total top 5		1 051,4	1 927,2		60,5	27,6
6	Japon	59,3	126,5	469,0	3,4	1,8
7	Inde	48,9	1 241,5	39,4	2,8	17,8
8	Arabie Saoudite	48,5	28,1	1 727,1	2,8	0,4
9	Allemagne	46,7	81,8	571,8	2,7	1,2
10	Brésil	35,4	196,7	179,8	2,0	2,8
Sous-total top 10		1 308,1	3 662,4		80,2	52,5
11	Italie	34,5	60,6	569,1	2,0	0,9
12	Corée du Sud	30,8	48,4	636,3	1,8	0,7
13	Australie	26,7	22,6	1 181,7	1,5	0,3
14	Canada	24,7	34,3	718,9	1,4	0,5
15	Turquie	17,9	73,6	242,8	1,0	1,1
Sous-total top 15		1 433,5	4 038,0		87,9	57,9
Monde		1 737,6	6 974,0	249,2	100,0	100,0

Sources : dépenses militaires: SIPRI ; population: US Census Bureau (pour les États-Unis), Eurostat (pour les pays de l'UE), UNFPA État de la population mondiale 2011 (pour tous les autres pays).

Malgré une crise financière sans précédent, la Grèce reste le pays qui dépense le plus pour sa défense proportionnellement à son PIB (2,81% en 2011), et se situe au-delà de la moyenne européenne en termes de dépenses militaires par habitant, avec 519 euros par citoyen.

3. LA PRODUCTION D'ARMEMENT DANS LE MONDE

3.1. Un chiffre d'affaire en léger recul en 2011

En 2011, les 100 principales entreprises productrices d'armement dans le monde ont affiché globalement un chiffre d'affaires de 414,3 milliards de dollars réalisés dans les contrats d'armement (sur un chiffre d'affaires total de 1 375 milliards de dollars) (**graphique 3**). Ce chiffre d'affaires réalisé dans l'armement est en très léger recul de -1,09 % par rapport à celui de 2010. Cette légère décroissance fait cependant suite à une hausse continue de l'ordre de +63 % depuis 1998. En termes constants, le SIPRI évalue le recul du chiffre d'affaires dans l'armement de son Top 100 à 5%³⁴.

Le Top 100 de l'année 2011 compte 45 firmes américaines, 25 de l'Union européenne, et 30 sociétés établies dans le reste du monde (y compris les pays européens non membres de l'UE). En 2010, cette répartition était de respectivement 46, 25, 29.

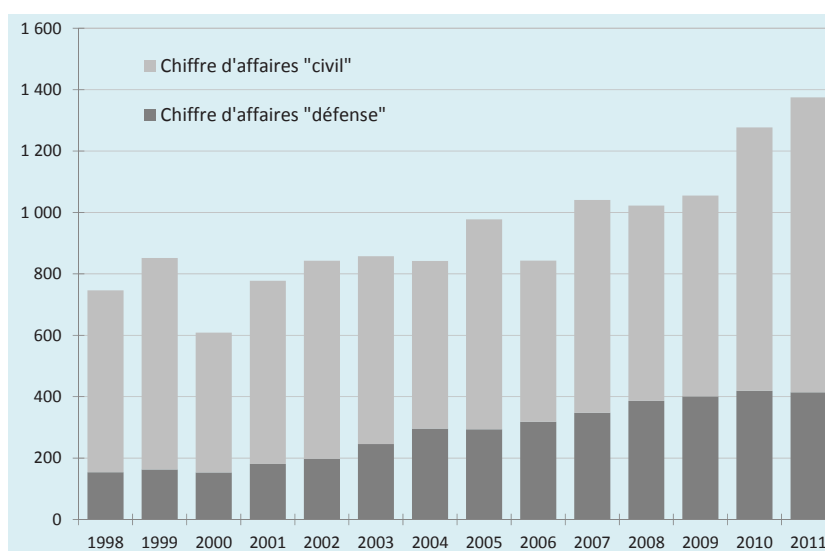
La liste complète des entreprises du Top 100 pour 2011 est mise à disposition en **annexe 3**. L'ensemble des données pour la période 1998 à 2011 est également disponible dans la rubrique « Chiffres clés » sur le site Internet du GRIP <<http://www.grip.org/fr/node/542>>.

Certaines firmes sont actives quasi exclusivement sur les marchés militaires (notamment les plus importantes d'entre elles, telles que Lockheed Martin, BAE Systems, Northrop Grumman ou Raytheon, qui réalisent autour de 90 % de leur chiffre d'affaires dans l'armement), tandis que d'autres sont plus largement diversifiées. En moyenne, 30,1 % du chiffre d'affaires global des firmes du Top 100 étaient dépendants des marchés de l'armement en 2011. Ce taux de dépendance du chiffre d'affaires à l'égard de l'armement se réduit pour la deuxième année consécutive, après avoir connu une croissance régulière depuis 1998, année où il s'établissait à seulement 20,6 %.

L'évolution du Top 100 des firmes de l'armement se caractérise par un processus de concentration très important et par une forte domination des groupes américains. Les 10 premières firmes du Top 100 (**tableau 3**) ont généré en 2011 un chiffre d'affaires « armement » de 228 milliards de dollars, ce qui représentait 55 % du chiffre d'affaires

GRAPHIQUE 3

CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL, « CIVIL » ET « DÉFENSE » DES 100 PRINCIPAUX PRODUCTEURS D'ARMEMENTS DANS LE MONDE
(en milliards de dollars)



Source : GRIP, sur la base de Defense News

³⁴ Voir SIPRI, Communiqué de presse du 18 février 2013, http://www.sipri.org/research/armaments/production/media/pressreleases/2013/AP_PR.

« armement » global du Top 100. Sept des dix principaux producteurs mondiaux sont américains. Les cinq premiers groupes américains – les « Big Five » : Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, General Dynamics et Raytheon – ont totalisé un chiffre d'affaires « armement » de 147 milliards en 2011, ce qui représente 35 % du chiffre d'affaires « armement » total du Top 100.

3.2. Nouvelles opportunités liées à l'élargissement des questions de sécurité nationale

Ce léger recul du chiffre d'affaires du secteur de l'armement en 2011 s'explique d'une part par la crise financière et les mesures de réductions des déficits publics – avec pour conséquence des réductions des dépenses militaires – ainsi que quelques reports ou

annulations de programmes d'équipements – mais aussi, d'autre part, l'évolution des conflits – en particulier les retraits d'Irak et d'Afghanistan – qui offraient jusqu'il y a peu des débouchés importants.

Les stratégies mises en œuvres par les entreprises pour rester compétitives sont diverses. Certaines poursuivent une stratégie d'acquisition et de spécialisation sur les métiers militaires.

D'autres établissent de nouvelles filiales à l'étranger, en particulier dans les pays qui semblent avoir encore un important potentiel de croissance en termes de dépenses militaires, et notamment les puissances émergentes du groupe des « BRIICS » (Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine et Afrique du Sud).

Cependant, si certaines firmes poursuivent une politique de fusions et acquisitions destinée à accroître leur spécialisation sur les marchés traditionnels de la défense, beaucoup de fusions et acquisitions enregistrées en 2011 traduisent un élargissement des périmètres vers des secteurs adjacents dont les applications sont duales, civiles et militaires.

Le SIPRI a identifié ainsi quelque 23 acquisitions majeures de firmes du secteur de la sécurité par de grands groupes traditionnels du secteur de l'armement³⁵. Parmi les

TABLEAU 3

LES 10 PRINCIPALES FIRMES DE PRODUCTION D'ARMEMENT EN 2011

(chiffre d'affaires en millions de dollars de 2011)

Rang 2011	Entreprise	Pays	CA Défense	CA Total	CA Défense en % du CA Total	Rang 2010
1	Lockheed Martin	US	43 978,0	46 499,0	94,6	1
2	Boeing	US	30 700,0	68 735,0	44,7	4
3	BAE Systems	UK	29 130,2	30 723,0	94,8	2
4	General Dynamics	US	25 506,0	32 677,0	78,1	5
5	Raytheon	US	23 055,6	24 791,0	93,0	6
6	Northrop Grumman	US	21 400,0	26 400,0	81,1	3
7	EADS	NL	16 092,9	68 386,2	23,5	7
8	Finmeccanica	I	14 584,6	24 106,8	60,5	8
9	L-3 Communications	US	12 521,0	15 169,0	82,5	9
10	United Technologies	US	11 000,0	55 800,0	19,7	10
Total			227 968,3	393 287,0	58,0	

Source : GRIP, sur la base de Defense News

³⁵ Voir SIPRI Yearbook 2012, p. 228.

acquéreurs les plus offensifs figurent, notamment, BAE Systems, CACI International, Raytheon, ManTech ou encore Ultra Electronics. Ces acquisitions expriment clairement l'ambition des leaders du secteur de s'implanter solidement sur les nouveaux marchés ouverts par les enjeux de sécurité nationale tels que la cybersécurité, la protection des infrastructures stratégiques, la sécurisation des flux industriels ou encore la surveillance des frontières, un domaine sur la voie d'une réelle « militarisation » impliquant notamment le recours à des drones d'origine militaire³⁶.

Si, dans l'Union européenne, les budgets liés à ces nouveaux enjeux ne sont pas encore de nature à compenser la contraction des budgets militaires, ils sont cependant en croissance et l'objet d'une attention nouvelle. Le 7^{ème} programme de recherche et de développement technologique de l'Union européenne (FP7) prévoit en effet, sur un budget total de 50,5 milliards d'euros destinés à la recherche non-nucléaire, une enveloppe de 1,4 milliards d'euros pour le domaine de la « sécurité ».

3.3. Anticipations positives des marchés financiers

Les éditions antérieures du Compendium ont montré que les marchés financiers semblaient considérer le secteur de l'armement comme une valeur de long terme, voire même une valeur refuge, lorsque s'effondraient d'autres pans de l'économie.

Ce phénomène a été illustré en comparant, depuis les années 1990, les indices boursiers sectoriels de l'industrie de l'armement (*NYSE Arca Defense Index* pour les industries cotées du secteur de l'armement aux États-Unis et *STOXX Europe TMI Aerospace & Defense* comme équivalent européen) aux indices généraux des marchés (Dow Jones, Nasdaq, STOXX50, etc.)³⁷. Ces comparaisons démontraient que, dopées par un enchaînement d'effets d'aubaine – krach de la nouvelle économie au printemps 2000, attentats du 11 septembre 2001, guerre en Irak en 2003 – les valeurs de l'armement avaient débuté le 21^{ème} siècle dans l'euphorie.

Si la panique financière de l'automne 2008 a stoppé net la fulgurante progression de la cotation des valeurs de l'armement, le secteur n'a pas pour autant connu la même débâcle que le reste de l'économie. Très rapidement après le choc de l'automne 2008, les valeurs de l'armement ont recommencé à montrer une tendance très nette à surperformer les indices généraux, tant aux États-Unis qu'en Europe.

Cette tendance s'est confirmée au cours des douze derniers mois et s'est même considérablement renforcée pour ce qui concerne la situation européenne. Aux États-Unis, le 31 mai 2013, le secteur de l'armement (indice DFI) affichait une plus-value annuelle de 31 % par rapport au 1^{er} juin 2012, tandis que les trois indices généraux se satisfaisaient

36 Tel que le *Predator*, un drone développé initialement pour l'US Air Force par l'américain *General Atomics Aeronautical Systems* et aujourd'hui envisagé, dans le cadre du projet CLOSEYE et avec la participation de l'agence européenne FRONTEx, pour la surveillance des frontières de l'Union européenne.

37 Les performances du secteur de l'armement peuvent être mesurées par des indices boursiers spécifiques : le New York Stock Exchange Arca Defense Index (DFI) composé de 14 firmes parmi les plus représentatives de l'industrie de l'armement aux États-Unis, et son équivalent européen Dow Jones STOXX TMI Aerospace & Defense (SXPARO.Z), coté à Zurich, et composé de 15 valeurs parmi les plus représentatives de l'industrie de l'armement européenne. L'évolution de ces indices spécifiques peut être comparée à celle des indices généraux des marchés. Dans cette analyse, l'indice de l'armement européen SXPARO.Z sera comparé au Dow Jones STOXX50 (SX5P.Z, reflétant 50 valeurs de premier ordre européennes, ou « blue-chip ») et à l'indice total du marché Dow Jones STOXX Total Market Index (BKXP). De façon similaire, l'indice américain DFI sera comparé au Dow Jones Industrial Average (DJIA, 30 « blue-chip » américaines), au Dow Jones Wilshire 5000 (DWC, indice total du marché américain), ainsi qu'à l'indice des valeurs technologiques Nasdaq (IXIC).

de gains compris entre 22 et 27%. En Europe, l'indice armement (indice SXPARO.Z) surperforme distinctement les deux indices généraux de référence : l'armement a offert une plus-value de 43% sur la période considérée, tandis que le STOXX50 et l'indice total du marché européen ne dépassent pas, respectivement, 24 et 28%.

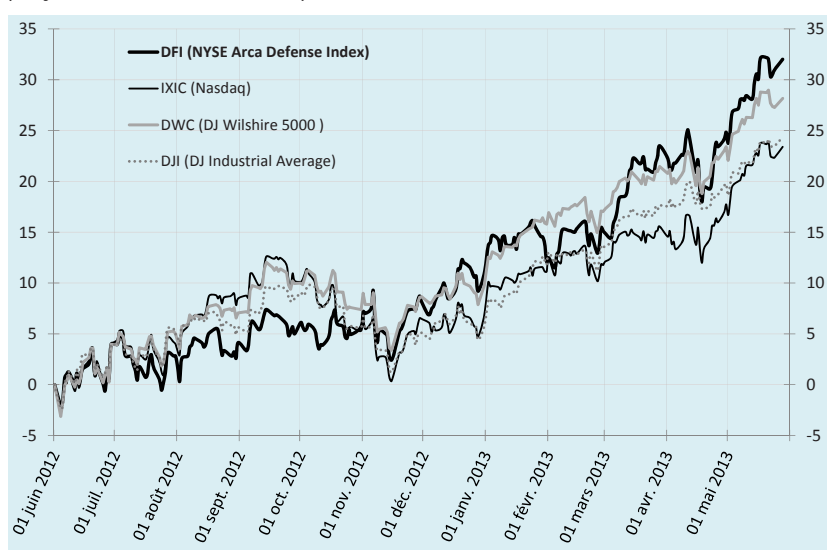
Il serait imprudent de tirer de ces observations des conclusions définitives. De nombreux facteurs concourent probablement pour expliquer cette surperformance apparente du secteur de l'armement, en particulier pour le cas européen dans la mesure où l'indice sectoriel européen SXPARO.Z est composé de firmes plus diversifiées – notamment

dans le secteur aéronautique – et moins largement dépendantes de l'armement que leurs homologues américaines.

On peut cependant poser l'hypothèse que les « marchés » sont en train d'internaliser dans leur comportement l'inévitabilité d'une relance rapide de la croissance du secteur de l'armement. Ce comportement ne repose pas sur un mimétisme autoréférentiel comme on a pu le connaître dans les années 1990 autour des valeurs technologiques du Nasdaq avec pour conséquence, rappelons-le, l'éclatement de la bulle au printemps 2000. Il repose au contraire sur des fondamentaux bien réels tels que la pérennité de la fonction militaire, une croissance soutenue des dépenses militaires dans les économies émergentes (et singulièrement en Asie), ainsi que les signaux positifs relatifs à l'élargissement des marchés de la sécurité nationale, de la cybersécurité, de la surveillance des frontières, de la protection des infrastructures, etc. Et ce, tant aux États-Unis que dans l'Union européenne, comme le démontrent les budgets réservés à ces questions par le FP7.

GRAPHIQUE 4

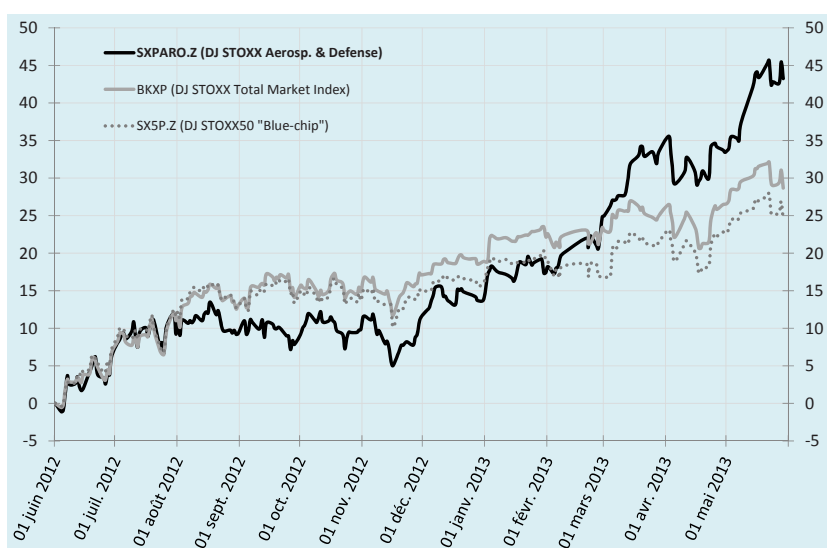
VALORISATION BOURSÈRE DE L'ARMEMENT AUX ÉTATS-UNIS, 1 YTD (1^{er} juin 2012 – 31 mai 2013)



Source : Mampaey, sur la base des cours historiques Thomson-Reuters

GRAPHIQUE 5

VALORISATION BOURSÈRE DE L'ARMEMENT EN EUROPE, 1 YTD (1^{er} juin 2012 – 31 mai 2013)



Source : Mampaey, sur la base des cours historiques Thomson-Reuters

4. LES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS

4.1. Tendances générales

Selon le SIPRI, l'indicateur de tendance (TIV) des transferts d'armes internationaux s'est établi à 24,9 en 2011, soit une hausse de 18,1% par rapport au TIV de 2010. En raison de la nature cyclique ou pluriannuelle des marchés de l'armement, une comparaison sur base annuelle est cependant peu pertinente. Afin de lisser les fluctuations annuelles qui peuvent s'avérer importantes, l'appréciation des tendances se fait généralement sur la base de moyennes mobiles quinquennales. La moyenne annuelle de la période 2007-2011 est en hausse de 19,2 % par rapport à la moyenne des années 2002-2006 (graphique 6).

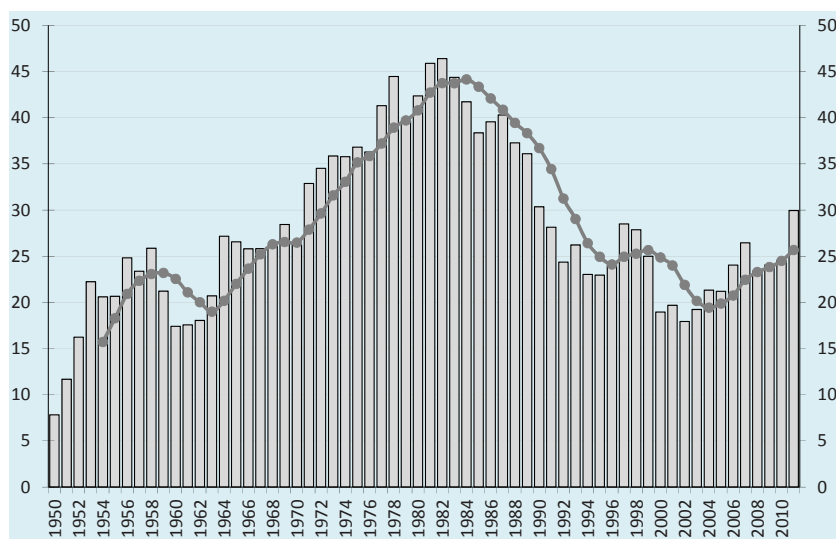
Hormis un creux observable au début des années 1960, les transferts internationaux d'armements ont connu une hausse continue jusqu'en 1982, qui constitue un sommet historique portant le TIV à 45,8. Ils ont ensuite diminué de moitié au cours de la période 1983-1995, qui sera suivie d'une recrudescence modérée jusqu'en 1997. Cette évolution du milieu des années 1990 est attribuable en grande partie aux livraisons massives d'armements effectuées par les États-Unis, aux pays de la coalition engagée dans le premier conflit du golfe Persique en 1990-1991. Cette tendance se poursuivra les années suivantes avec le rééquipement important des pays du Golfe, ainsi qu'à une demande soutenue de pays d'Asie de l'Est et plus tard d'Amérique du Sud, qui modernisent leurs armements. Les transferts d'armements conventionnels ont ensuite recommencé à décroître dès 1998, jusqu'à atteindre leur niveau le plus bas en 2002, selon le SIPRI.

L'indicateur de tendance de longue période, basé sur des moyennes mobiles établies sur des périodes de cinq ans, indique un point d'inflexion très net en 2004, qui pourrait être le signe d'une nouvelle phase haussière. Le **graphique 6** illustre l'évolution des transferts d'armements conventionnels depuis 1950. Bien qu'en hausse, la dernière moyenne quinquennale (2006-2010) ne représente toujours qu'un peu plus de 50 % du niveau constaté au début des années 1980. L'année 2010 est comparable au niveau observé il

GRAPHIQUE 6

TENDANCE DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS, 1950-2011

Indicateur de tendance (TIV)



Note : L'histogramme représente les valeurs du TIV sur une base annuelle. La courbe représente les moyennes mobiles quinquennales des TIV annuels. La moyenne est pointée à la dernière année de la période de cinq ans, par exemple : l'abscisse 1980 correspond à la moyenne de la période 1976-1980, l'abscisse 2011 correspond à la moyenne 2007-2011, etc.

y a cinquante ans, soit à la fin des années 1950. Il faut cependant garder à l'esprit que les avancées de ces vingt dernières années en matière de contrôles des exportations d'armes – renforcement des législations nationales, Registre des armes conventionnelles des Nations unies en 1992, Arrangement de Wassenaar en 1996, Code de conduite de l'Union européenne en 1998 (adopté en Position commune juridiquement contraignante en décembre 2008), négociations en vue de l'adoption d'un traité international sur la commerce des armes (TCA), etc. – ont permis d'accroître considérablement la fiabilité des informations disponibles. En revanche, plus on remonte dans le temps, plus les données doivent être maniées avec précaution et réserve.

4.2. Principaux importateurs et exportateurs

L'essentiel du marché des armements conventionnels se partage entre un nombre très restreint d'acteurs, tant du côté de l'offre que de la demande (tableau 4). Si nous prenons en compte la somme des exportations effectuées au cours de la décennie 2002-2011, nous constatons que les dix principaux exportateurs se partagent 88,7 % du marché mondial. Les deux premiers exportateurs dominent à eux seuls près de 56 % des transferts : ce sont les États-Unis (30,5 %), et la Russie (24,9 %). Les huit suivants ont des parts de marché inférieures à 10 %. Ce sont, dans l'ordre, l'Allemagne (8,8 %), la France (8 %), le Royaume-Uni (4,5 %), la Chine (3,1 %), les Pays-Bas (2,5 %), l'Italie (2,4 %, avec un gain d'une place par rapport au classement de la période 2001-2010), Israël (2,1 %, qui gagne également une place dans le classement) et l'Espagne (2 %, nouveau pays dans le classement au détriment de la Suède qui ne fait plus partie des dix plus grands exportateurs d'armements conventionnels).

Cette concentration est aussi vérifiable du côté de la demande, quoique de façon moins tranchée. Les dix premiers importateurs absorbent 60,5 % du total des transferts d'armements conventionnels

au cours de la décennie 2002-2011. L'Inde, qui gagne une place par rapport au classement 2002-2011, est en tête, avec 9,4 % des importations mondiales. Elle est suivie, dans l'ordre, par la Chine (9,2 %), la Corée du Sud (5,1 %), les Émirats arabes unis (4,6 %), la Grèce (4,1 %), le Pakistan (4,0 %), l'Australie (3,5 %), les États-Unis (3,1 %), Singapour (2,8 %) et la Turquie (2,7 %). Le classement des dix principaux importateurs dans les

TABLEAU 4

LES 10 PLUS GRANDS EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS, TOTAUX DE LA DÉCENNIE 2002-2011

Indicateur de tendance (TIV)

Total Monde 2002-2011			Demande mondiale (2002-2011)		
	232,09			232,09	
1 États-Unis	70,80	30,5%	1 Inde	21,84	9,4%
2 Russie	57,82	24,9%	2 Chine	21,27	9,2%
3 Allemagne	20,42	8,8%	3 Corée du Sud	11,91	5,1%
4 France	18,50	8,0%	4 Émirats Arabes Unis	10,74	4,6%
5 Royaume Uni	10,36	4,5%	5 Grèce	9,55	4,1%
6 Chine	7,16	3,1%	6 Pakistan	9,28	4,0%
7 Pays-Bas	5,76	2,5%	7 Australie	8,05	3,5%
8 Italie	5,60	2,4%	8 États-Unis	7,23	3,1%
9 Israël	4,85	2,1%	9 Singapour	6,43	2,8%
10 Espagne	4,69	2,0%	10 Turquie	6,37	2,7%
Part des 10 plus grands exportateurs dans les transferts mondiaux			Part des 10 plus grands importateurs dans les transferts mondiaux		
	88,7%			60,5%	

Source : SIPRI Arms Transfers Database, < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >

transferts d'armements conventionnels au cours de la décennie 2002-2011 a connu des changements par rapport à celui de 2001-2010. D'une part, l'Égypte et Israël qui figuraient au classement de 2001-2010, n'en font plus partie. En revanche, le Pakistan et Singapour font leur entrée dans le classement de la décennie 2002-2011, respectivement aux 6^{ème} et 9^{ème} places.

Les tableaux de l'**annexe 4** donnent une représentation détaillée des relations entre le Top 10 des exportateurs et le Top 10 des importateurs pour la période 2002-2011. Ils illustrent la très forte concentration du marché des armements conventionnels, dont la majeure partie des transactions s'opèrent entre un nombre très limité d'acteurs.

Une présentation détaillée par année des 50 principaux exportateurs et importateurs d'armements conventionnels pour la période 2002-2011 est également reprise dans les **annexes 5 et 6**. La Belgique se situe au 17^e rang des pays exportateurs pour la période 2002-2011. La 54^e position de la Belgique est également mentionnée à titre indicatif dans le tableau des 50 principaux importateurs.

Le **graphique 7** illustre la répartition du commerce mondial des armements conventionnels entre les trois principaux acteurs : l'Union européenne³⁸, la Russie et les États-Unis, la quatrième série représentant l'ensemble des autres pays. Les principales évolutions par région sont décrites ci-dessous.

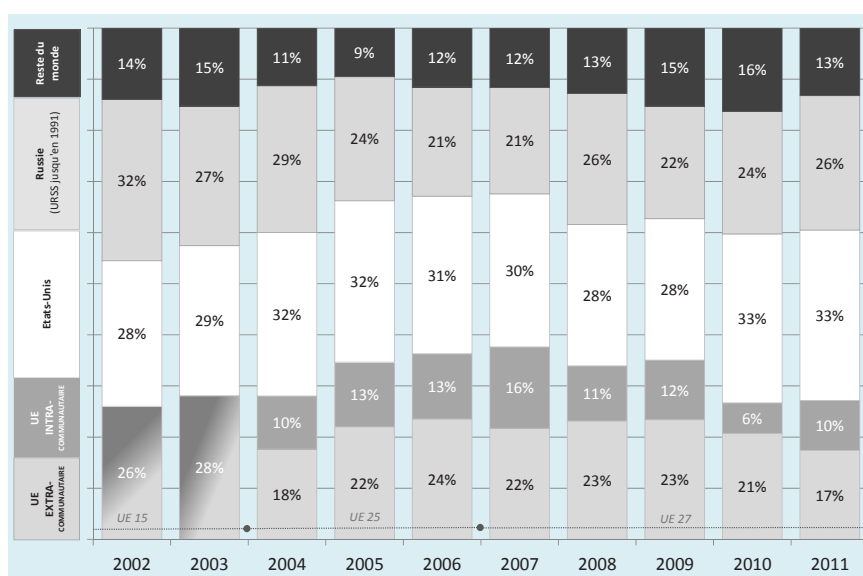
Union européenne

Six États membres de l'UE (Allemagne, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Italie et

Espagne) figurent parmi les dix plus grands exportateurs d'armes dans le monde sur la période 2002-2011. L'Allemagne est le premier d'entre eux, ses exportations ayant augmenté de 37 % entre la période 2002-2006 et la période 2007-2011. La France se classe deuxième du peloton européen. En comparant ses exportations des périodes 2002-2006 et 2007-2011, on constate qu'elles ont subi une hausse de 12 %. Le Royaume-Uni complète le podium avec une augmentation de 2% de ses exportations d'armements conventionnels majeurs, entre la période 2002-2006 et la période 2007-2011.

GRAPHIQUE 7

TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS, UNION EUROPÉENNE, ÉTATS-UNIS ET RUSSIE, 2002-2011
(en % du total mondial)



Source : GRIP, sur la base des rapports du COARM et de SIPRI Arms Transfers Database, URL < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >

38 Il y a lieu de faire la distinction entre les transferts intracommunautaires et les exportations d'armes des États membres hors des frontières de l'UE. Les données disponibles dans les rapports du COARM ne permettent pas de faire cette distinction pour les années antérieures à 2004.

La part de l'Union européenne dans les exportations mondiales d'armes conventionnelles s'est établie en moyenne à 32 % du total mondial pour la période 2007-2011. Elle a atteint jusqu'à 38 % du total mondial en 2007, mais marque en 2011 un repli significatif à 27 %.

Cette évolution très marquée de la part de marché de l'Union européenne nécessite cependant quelques précisions. Le **graphique 7** a été élaboré en faisant varier le contenu de la série « Union européenne » au gré de la construction européenne. À l'abscisse 2002, l'Union européenne ne comprend encore que 15 pays. Dix nouveaux membres s'ajoutent à partir de l'abscisse 2004 (Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie), tandis que la Bulgarie et la Roumanie porteront le nombre d'États membres à 27 à partir de 2007.

L'élargissement de l'Union européenne est donc une première explication à la croissance de la part de l'UE dans le commerce mondial des armes, portion qui a progressé de 18 % en 1987 à 38 % en 2007. S'il est bien compréhensible que l'intégration de nouveaux membres disposant d'une importante base industrielle de production d'armement, notamment la Pologne et la République tchèque, a sensiblement renforcé la position de l'Union européenne sur le marché mondial des armements, il ne s'agit cependant pas de la seule explication.

En effet, les transferts d'armes des pays de l'UE étant toujours soumis à un régime national de licences, une partie importante des transferts attribués à l'UE ne traduit pas seulement les exportations de l'UE vers le reste du monde, mais inclut aussi tous les transferts intra-communautaires, c'est-à-dire entre pays de l'UE. Selon le quatorzième rapport annuel³⁹ du groupe COARM de l'UE, établi en application de l'article 8 de la Position commune de l'UE en matière d'exportation d'armements⁴⁰, 36 % de la valeur des licences européennes d'exportations d'armements accordées concernaient en réalité des transferts intracommunautaires. Déduction faite de ces transferts intra-communautaires, on peut estimer que les transferts européens nets vers le reste du monde ont représenté environ 17 % du total mondial en 2011. Ce résultat traduit, par rapport aux cinq années précédentes, un net recul de l'Union européenne dans le commerce mondial des armes, un repli dont ont clairement bénéficié les États-Unis et la Russie, qui détiennent respectivement des parts de marché de 33% et 26 % en 2011.

Les données globales de l'UE en matière d'exportations d'armes ont toujours comporté une part importante de transferts intracommunautaires, y compris dans les années 1980 lorsque la part globale de l'UE avoisinait seulement les 20 % du total mondial. Les constats concernant la position de l'UE sur le marché mondial des armes continue toutefois de soulever un certain nombre de questions : déduction faite des transferts intracommunautaires, la part de l'Union européenne dans le commerce mondial des armements montre une nette tendance à la hausse, que le recul enregistré en 2010 et confirmé en 2011 ne suffit pas encore à démentir. En d'autres termes, l'Union européenne parvient à consolider, voire renforcer, sa position globale sur le marché de l'armement, malgré des législations nationales toujours plus contraignantes, et malgré la rigueur du

39 Disponible sur le site du GRIP : < <http://www.grip.org/fr/node/542> >

40 Le 8 décembre 2008, le Conseil de l'Union européenne a transformé le Code de conduite en une « Position commune », le rendant ainsi juridiquement contraignant pour les 27 États membres. Le texte est disponible sur < <http://data.grip.org/document.asp?code=200909111123> >.

Code de conduite européen en matière d'exportations d'armes, dont les critères ont été rendus juridiquement contraignants par la Position commune du 8 décembre 2008⁴¹. Ces dispositions constituent indéniablement des avancées importantes en termes de transparence et de monitoring des exportations, de même qu'elles imposent une analyse éthique et politique plus approfondie que par le passé. Si elles ont certainement dans de nombreux cas permis d'éviter des exportations vers des destinations trop sensibles, il faut cependant reconnaître qu'elles n'ont pas permis de réduire l'ampleur des flux globaux d'armements dans le monde.

Après les transferts intracommunautaires, le Moyen-Orient est toujours, pour la quatrième année consécutive, la principale destination des armes européennes en 2011 (19,8 % du total selon le quatorzième rapport du COARM⁴²), suivi ensuite par l'Asie (14 %), le continent américain (12,3 %), l'Afrique (4,2 %) et l'Océanie avec 2,4 % (tableau 5).

TABLEAU 5

LES LICENCES D'EXPORTATIONS ACCORDÉES PAR LES PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE EN 2010 ET 2011

(par régions, en euros ou en pourcentage du total)

	2010		2011	
	13 ^{ème} rapport - 2011/C 282/01		14 ^{ème} rapport - 2012/C 386/01	
	euros	% du total	euros	% du total
Europe	10 746 068 164	26,7%	16 332 578 352	40,6%
Union européenne	8 999 955 725	22,4%	14 495 194 516	36,0%
Autres pays européens	1 746 112 439	4,3%	1 837 383 836	4,6%
Amérique	6 059 174 662	15,1%	4 962 700 456	12,3%
Amérique du Nord	3 919 068 279	9,7%	3 588 434 001	8,9%
Amérique centrale et Caraïbes	514 112 455	1,3%	660 249 564	1,6%
Amérique du Sud	1 625 993 928	4,0%	714 016 891	1,8%
Asie	4 783 897 754	11,9%	5 614 090 105	14,0%
Asie centrale	70 715 468	0,2%	516 991 683	1,3%
Asie du Nord-Est	831 025 238	2,1%	854 489 616	2,1%
Asie du Sud	1 941 795 377	4,8%	2 463 746 754	6,1%
Asie du Sud-Est	1 940 361 671	4,8%	1 778 862 052	4,4%
Afrique	1 980 386 206	4,9%	1 694 380 726	4,2%
Afrique du Nord	1 664 145 538	4,1%	1 200 899 300	3,0%
Afrique subsaharienne	316 240 668	0,8%	493 481 426	1,2%
Moyen-Orient	6 660 200 074	16,6%	7 975 207 293	19,8%
Océanie	1 493 160 649	3,7%	945 851 676	2,4%
Total	31 722 887 509	100,0%	37 524 808 608	100,0%

Source : Rapports du COARM, disponibles sur le site du GRIP, < <http://www.grip.org/fr/node/542> >

Russie

Suite à l'effondrement de l'URSS, qui avait engendré une instabilité politique ainsi qu'un recul économique, les exportations russes connurent une chute importante au début des années 90. Toutefois, la Russie a depuis redressé la barre en reconquérant progressivement une bonne part du marché mondial de l'armement, parvenant même à en absorber plus de 30 % en 2001 et 2002. Pour l'année 2011, Moscou conserve et renforce sa deuxième place au classement des principaux pays exportateurs d'armes avec près de 25 % de parts de marché.

Avec 63% d'importations d'armements russes, l'Asie est le premier client de la Russie, suivi de l'Afrique et du Moyen-Orient.

41 Idem.

42 Disponible sur le site du GRIP : <<http://www.grip.org/fr/node/542>>

La Chine et l'Inde restent les deux acheteurs les plus importants d'armes en provenance de Russie. 31 % de celles-ci sont vendues à Pékin et 29 % prennent la direction de New Delhi. Néanmoins, comme le soulignait déjà les éditions antérieures du Compendium, il est probable que les exportations vers ces deux pays soient appelées à régresser au cours de la prochaine décennie. En effet, les deux États ont clairement manifesté leur volonté de réduire leur dépendance vis-à-vis de technologies et capacités extérieures, en développant leur propre industrie de l'armement.

Toutefois, la Chine, premier récipiendaire des armes conventionnelles lourdes russes sur la période 2002-2011, reste toujours intéressée par l'acquisition d'aéronefs, de missiles sol-air, d'hélicoptères, d'avions de transport et de ravitaillement, ainsi que de technologie navale de fabrication russe. Cependant, la Russie pourrait se montrer bien plus être réticente à fournir davantage d'armes à son voisin, désormais concurrent dans la vente d'armes conventionnelles majeures. De son côté, l'Inde a reçu en 2011 plusieurs fournitures d'armements russes, qui, selon les estimations, comprendrait entre autres 25 avions de combat Su-30MKi, 12 avions de combat MiG-29K, la livraison de 10 premiers hélicoptères Mi-17 sur les 80 commandés ainsi que 100 tanks T-90S⁴³.

Pour pallier à ce déclin annoncé, la Russie recherche de nouveaux partenaires, notamment en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient. La stratégie adoptée par les autorités russes consiste entre autres à effacer une dette d'un nouveau client ou octroyer des crédits avantageux, en contrepartie de la conclusion d'accords d'armements. La livraison de 8 avions de combats Su-30MKA (sur les 16 commandés), de 10 avions de combat Yak-130 (sur les 16 commandés) ainsi que de 2 systèmes sol-air missiles S-300PMU-2 à l'Algérie, ou encore la fourniture de 4 avions de combat Su-30MK2 (sur les 6 en commande) en Ouganda, ainsi que la livraison de tanks T-72M1M et de systèmes sol-air missile S-125 Pechora-2M au Venezuela sont des illustres exemples, toutefois non exhaustifs, de cette stratégie⁴⁴.

Tout au long de l'année 2011, la Russie s'est farouchement opposée aux tentatives, portées sur la scène des Nations unies, d'imposition de sanction punitive et restrictive à l'égard de la Syrie, notamment l'adoption d'un embargo sur les armes à destination de Damas. Moscou, allié indéfectible du gouvernement Assad, a continué, entre autres, ses livraisons de missiles antinavire Yakhont, de Pantsir-S1 et de systèmes sol-air missile Buk-M1. En outre, en décembre 2011, la Syrie a signé un contrat d'une valeur de 550 millions de dollars avec la Russie, pour la fourniture de 36 avions d'entraînement avancé Yak-130. Depuis 2007, 78% des importations d'armements syriens proviennent de Russie, ce qui fait de Damas le 7^{ème} récipiendaire d'armements russes, soit 3% de l'ensemble des exportations de Moscou⁴⁵.

États-Unis

Comme pour les années antérieures, les États-Unis demeurent le plus gros exportateur d'armes conventionnelles à travers le monde. Pour l'année 2011, le volume des ex-

43 Voir SIPRI Yearbook 2012, p.265. La politique de développement capacitaire de la Chine a d'ailleurs largement bénéficié de la « sinisation » (c'est-à-dire la copie) de matériels acquis à la Russie, objet de contentieux récurrents entre les deux pays.

44 Voir SIPRI Yearbook 2012, p.265.

45 Ibidem, p.267.

portations américaines s'est élevé à 33 % du marché mondial. Les principales régions bénéficiaires restent la zone Asie-Océanie, le Moyen-Orient et l'Europe, représentant respectivement 44 %, 28 % et 19 % du total des exportations américaines. La Corée du Sud demeure le plus gros acheteur d'armements américains avec 13% d'importations, suivi par l'Australie (10%), les Émirats arabes unis (7%), le Pakistan (6%) et Singapour (6%). Il faut noter que sur les cinq premiers pays importateurs d'armements américains, quatre proviennent de la région Asie-Océanie. Sous l'impulsion de l'administration Obama, les États-Unis se recentrent, pour des raisons stratégiques, sur cette région. C'est ainsi que l'Inde a été identifiée comme le partenaire stratégique de la région, comme en témoigne la livraison de six premiers avions de transports C-130J, sur les douze commandés, ainsi qu'une demande d'acquisition de 10 avions de transports C-17⁴⁶. Le cas de Taïwan est plus complexe, où facteurs sécuritaires et économiques se retrouvent en contradiction. Malgré les bénéfices économiques significatifs, les États-Unis ont refusé une vente de 66 nouveaux avions de combat F-16 à Taïwan en août 2011, afin d'éviter de nouvelles tensions avec la Chine⁴⁷.

Les ventes d'armes américaines au Moyen-Orient, et plus particulièrement aux États membres du Conseil de coopération du Golfe, font également partie de la stratégie sécuritaire américaine – dans son combat contre Al-Qaïda et la menace iranienne.

En 2011, les livraisons américaines pour les Émirats arabes unis, le 3^{ème} plus grand récipiendaire des armements conventionnels américains depuis 2007, comprenaient 4 avions de transport C-17, 15 hélicoptères de transport UH-60, 20 systèmes roquette d'artillerie M-142, et un grand nombre d'armement guidé pour l'aviation. Le contrat le plus important conclu par les Émirats arabes unis a porté sur la commande de deux systèmes de missiles antibalistique. Il s'agissait de la première commande pour l'exportation d'un système THAAD. De son côté, l'Arabie saoudite a effectué, entre autres, une commande de 154 avions de combat F-15SH, d'une valeur de 29,4 milliards de dollars, ainsi que divers armements américains. L'Irak a aussi conclu un contrat pour 18 avions de combat F-16C, l'Oman en a commandé 12 et l'Égypte a effectué une demande pour 125 tanks M-1A1⁴⁸.

Le reste du monde...

Les 27 États composant l'Union européenne, les États-Unis et la Russie se partagent environ 87 % du marché mondial des armements. Les 13 % restant se répartissent entre 164 pays⁴⁹. Parmi ces derniers, seuls cinq ont exporté des armements pour une valeur supérieure ou égale à 1 milliard de dollars entre 2007 et 2011 : la Chine, Israël, l'Ukraine, la Suisse et le Canada. Ensemble, ils totalisent environ 10 % des exportations mondiales, ce qui démontre le caractère anecdotique des exportations des pays restants. Toutefois, la part des exportations de certains pays pourraient augmenter dans l'avenir, altérant ainsi la position dominante du trio UE-Russie-États-Unis.

Sur la période 2007-2011, les États d'Asie et d'Océanie, avec 44% du volume de l'ensemble des importations, sont les premiers récipiendaires d'armements conventionnels

46 Ibidem, p.262.

47 Ibidem, p.263.

48 Ibidem, p.263.

49 193 pays sont membres des Nations-unies en 2011.

majeurs, suivi par les pays d'Europe (19%), du Moyen-Orient (17%), du continent américain (11%) et africain (9%).

En outre, il faut souligner que les cinq premiers importateurs d'armements conventionnels au monde sont tous des États d'Asie ou d'Océanie (l'Inde, la Corée du Sud, le Pakistan, la Chine et Singapour). Le volume des transferts d'armements vers l'Asie du Sud-Est a triplé entre la période 2002-2006 et la période 2007-2011. L'Inde, qui a importé environ 10% des armements conventionnels, est devenue le plus grand importateur d'armement conventionnel au monde pour la décennie écoulée.

Il y a par ailleurs une augmentation notable dans le volume des livraisons en Afrique du Nord entre la période 2002-2006 et la période 2007-2011, drainées par les importations algériennes et marocaines. Le volume des livraisons à destination de l'Algérie a augmenté de 307%, la propulsant de la 24^{ème} à la 7^{ème} place dans le classement des importateurs d'armements conventionnels. Le Maroc, quant à lui, est passé de la 51^{ème} à la 25^{ème} place, avec une augmentation de 440% de ses importations. Il faut également souligner les croissances des importations d'armes en Afghanistan et en Irak, justifiées par la reconstruction des armées de ces deux États. Ainsi, le volume des livraisons en Irak a augmenté de 301% entre 2002-2006 et 2007-2011. En Afghanistan, la croissance des armements conventionnels, chiffrée à 2 000%, est vertigineuse.

4.3. Valeur financière du commerce mondial des armements

Dans ses remarques méthodologiques, le SIPRI souligne que les indicateurs de tendance (TIV) n'ont pas été conçus pour mesurer le commerce des armes en termes monétaires et économiques. Selon le SIPRI, les pays qui produisent avec régularité des rapports officiels sur leurs transferts d'armes représentent plus de 90 % de l'ensemble du commerce des armes. L'estimation de la valeur financière du commerce mondial des armements établie par le SIPRI consiste en l'addition des chiffres contenus dans les rapports nationaux officiels disponibles, pour autant que les pays concernés aient publié un rapport pour au moins cinq des neuf années de la période considérée, et seulement si le total annuel rapporté par le pays est supérieur à 5 millions de dollars. Cependant, il arrive que certains pays publient plusieurs rapports, tous « officiels » mais basés sur des sources ou des approches différentes : tantôt les chiffres du commerce extérieur, tantôt les données relatives aux licences accordées par les ministères compétents, ou encore les déclarations des entreprises. Dans ce cas, le SIPRI retient le total le plus bas.

En raison de données trop lacunaires pour les années les plus récentes – notamment l'absence de données complètes pour de grands exportateurs tels que le Royaume-Uni ou Israël – le SIPRI n'est pas en mesure de fournir une estimation réaliste de la valeur financière au niveau mondial pour les années postérieures à 2007, année pour laquelle cette valeur est estimée à 50,6 milliards de dollars, ce qui représente environ 0,29 % des échanges commerciaux mondiaux de biens et services⁵⁰. Cette proportion était de 0,31 % en 2006 et supérieure à 0,6 % des exportations mondiales de biens et services

50 Échanges estimés à 17 258 milliards de dollars en 2007 selon le Fonds monétaire international. International Monetary Fund, *World Economic Outlook (WEO) - Sustaining the Recovery*, octobre 2009, p. 185, URL < <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/02/pdf/text.pdf> >.

en 1998. Par conséquent, bien que la valeur du TIV poursuive une hausse régulière, il semble que les exportations d'armes constituent une part décroissante des échanges mondiaux de biens et services.

Malgré une méthodologie moins élaborée que celle du SIPRI et insuffisamment documentée, les données publiées chaque année par *Congressional Research Service* (CRS) aux États-Unis peuvent constituer une alternative pour une évaluation financière du commerce mondial des armements conventionnels⁵¹. Selon le CRS, les livraisons d'armements conventionnels, au niveau mondial, sont évaluées à 44,26 milliards de dollars en 2011. Au prix 2011, cette valeur est estimée à 100,45 milliards de dollars pour l'année 1986, soit une diminution de l'ordre de 56 % sur un peu moins de trente ans.

51 Tous les rapports du CRS sont disponibles sur le site Internet du GRIP : <http://www.grip.org/fr/node/542#crs>

5. LES TRANSFERTS INTERNATIONAUX DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE, DE LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, COMPOSANTS, ACCESSOIRES ET MUNITIONS

La valeur annuelle des transferts internationaux autorisés des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, est évaluée à 8,5 milliards de dollars, selon les dernières estimations du *Small Arms Survey*⁵². Estimé à 2,31 milliards en 2000⁵³, le commerce annuel des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées et munitions n'a cessé de croître au cours de la décennie écoulée. Cette section présente les caractéristiques, tendances et enjeux de ce commerce en distinguant les

transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, de leurs composants et accessoires et des munitions.

QUE SONT LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE ?

Il n'existe pas de définition des armes légères et de petit calibre faisant consensus et autorité. La définition de ces armes varie d'un texte diplomatique à l'autre et d'une instance à l'autre. Cependant, la typologie proposée par le Panel d'experts gouvernementaux des Nations unies sur les armes légères en 1997 est la plus souvent utilisée par les experts. Selon celle-ci, les armes légères et de petit calibre sont des armes d'un calibre inférieur à 100 millimètres qui peuvent tirer un projectile et qui peuvent être portées par un individu (pour les armes de petit calibre) ou par un petit nombre de personnes (pour les armes légères), auxquelles le Panel ajoute les explosifs et les munitions.

En 2006, le Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, soulignait que ces « armes sont peut-être dites légères, mais elles peuvent être des armes de destruction massive ». En effet, ce sont des armes relativement faciles à obtenir, à bas coût, simples à porter et à utiliser. Elles nécessitent peu d'entretien et de logistique, sont facilement dissimulables et, par conséquent, à détourner et trafiquer. Ces caractéristiques en font des armes de prédilection pour des acteurs aux profils divers (forces armées ou de police gouvernementales, mais également grande et petite criminalité, groupes armés non étatiques, civils, etc.).

5.1. Les plus grands exportateurs et importateurs d'armes légères et de petit calibre

Les transferts internationaux autorisés des **armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions** sont concentrés dans les mains d'une vingtaine de pays. En effet, une poignée d'États réalisent 80% des exportations et importations mondiales de ce type d'armement. Les États-Unis, qui occupent la première place tant des exportations que des importations, dominent largement le marché des armes légères.

Les tableaux 1 et 2 présentent respectivement les plus importants exportateurs et importateurs d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, répertoriés dans deux catégories : les exportateurs ou importateurs les plus importants, dont la valeur des transferts est évaluée entre 100 et plus de 500 millions de dollars, ainsi que les exportateurs et importateurs majeurs, dont la valeur des transferts est estimée entre 10 et 99 millions de dollars.

Les dix premiers exportateurs d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, sur la période 2006-2009, sont, par ordre décroissant,

⁵² Annuaire sur les armes légères 2012, *Small Arms Survey*, p. 241. Le *Small Arms Survey* a lancé, en 2009, une étude de grande envergure réalisée sur une période de quatre ans, pour estimer la valeur mondiale des transferts internationaux des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. Pour plus d'informations sur la méthodologie, voir Annuaire sur les armes légères 2009, *Small Arms Survey*, p. 26-30 ; Annuaire sur les armes légères 2010, *Small Arms Survey*, p. 17-20 ; Annuaire sur les armes légères 2011, *Small Arms Survey*, p. 19-22 ; Annuaire sur les armes légères 2012, *Small Arms Survey*, p. 247-251.

⁵³ Annuaire sur les armes légères 2009, *Small Arms Survey*, p. 7 et 11.

les États-Unis, l'Italie, l'Allemagne, le Brésil, l'Autriche, la Suisse, la Belgique, le Japon, la Russie, et la Corée du Sud. Ces dix États concentrent 70% des exportations mondiales.

Les dix plus grands importateurs d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, sur la période 2006-2009, sont, dans l'ordre décroissant, les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Australie, l'Arabie saoudite, l'Espagne, les Pays-Bas et la Colombie. Ces dix États enregistrent 68% des importations mondiales, dont 37% sont à destination des seuls États-Unis.

Outre le fait que les exportations et importations sont concentrées entre les mains d'une vingtaine de pays, la lecture des tableaux met en lumière que les États exportateurs et importateurs sont en majorité des pays occidentaux. Toutefois, même s'il est indéniable que les États occidentaux couvrent une part importante du marché des ALPC⁵⁴, certaines précisions méritent d'être apportées. Tout d'abord, le prix de vente des armes achetées par les États occidentaux est généralement assez élevé (en comparaison d'armes

vendues et achetées par d'autres pays dans le monde), en raison notamment de l'avancement technologique de ces équipements. En outre, la représentation des États occidentaux, certes importante, est toutefois à relativiser car les classements sont biaisés par l'absence ou le manque de transparence des données d'autres pays⁵⁵. En effet, la

TABLEAU A

LES PLUS GRANDS EXPORTATEURS D'ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE, DE LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, ACCESSOIRES ET MUNITIONS SUR LA PÉRIODE 2006-2009

Catégorie des exportateurs	Valeur des exportations en millions de dollars	Pays
Les exportateurs les plus importants	+ 500	États-Unis
	100-499	Allemagne/Autriche/Belgique/Brésil/ Corée du Sud/Italie/Japon/Russie/Suisse
Les exportateurs majeurs	50-99	Canada/Chine/Espagne/Finlande/France/Israël/Norvège/ République tchèque/Royaume-Uni/Turquie
	10-49	Argentine/Bosnie-Herzégovine/ Chypre/Croatie/ Mexique/Pologne/Serbie/Singapour/Suède

Source : GRIP, sur la base des données du Small Arms Survey

TABLEAU B

LES PLUS GRANDS IMPORTATEURS D'ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE, DE LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, ACCESSOIRES ET MUNITIONS SUR LA PÉRIODE 2006-2009

Catégorie des importateurs	Valeur des importations en millions de dollars	Pays
Les importateurs les plus importants	+ 500	États-Unis
	100-499	Allemagne/ Autriche/Canada/France/ Royaume-Uni
Les importateurs majeurs	50-99	Arabie saoudite/Belgique/Colombie/ Corée du Sud/Danemark/Espagne/Italie/Japon/Pays-Bas/Pologne/ Norvège /Suisse/Thaïlande
	10-49	Autriche/Chypre/Égypte/Finlande/Grèce/Irak/Israël Mexique/Nouvelle-Zélande/Philippines/Portugal/ Russie/Singapour/Suède/Turquie/Ukraine/ Venezuela

Source : GRIP, sur la base des données du Small Arms Survey

54 Le Small Arms Survey identifie le top 15 des pays producteurs d'armes légères où sont recensés 8 pays occidentaux : Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, États-Unis, Italie, Royaume-Uni, Suisse. <http://www.smallarmssurvey.org/weapons-and-markets/producers/industrial-production.html>

55 Le Small Arms Survey a mis en place, pour la première fois dans son Annuaire sur les armes légères 2004, un outil pour « évaluer la transparence des pays dans leurs rapports sur leurs exportations d'armes légères et de petit calibre ». Pour avoir accès aux études détaillées sur la transparence en matière de transferts d'ALPC, se reporter à l'Annuaire sur les armes légères 2009, Small Arms Survey, p. 47-52 ; à l'Annuaire sur les armes légères 2010, Small

Chine et la Russie occupent des places moindres dans le classement des exportateurs et importateurs d'armes légères, alors qu'en réalité il est estimé que leur part dans le marché des ALPC est bien plus conséquente⁵⁶. Ce décalage est imputable au manque de transparence de ces deux États, contrairement à leurs voisins occidentaux. Pour cette même raison, les Émirats arabes unis, pourtant grand importateur d'armes légères, ne figurent pas au classement.

Il faut souligner que l'Arabie saoudite, qui occupe une place dans le classement des importateurs majeurs d'armes légères et de petit calibre, est un pays qui réexporte de grandes quantités d'armes.

Enfin, des États comme l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord, qui ont de grandes capacités de production industrielle d'armes légères⁵⁷, ne figurent pas au classement des plus grands exportateurs et importateurs d'armes légères. La production des armes légères dans ces pays couvre principalement la demande nationale, voire régionale.

5.2. Les transferts internationaux des armes de petit calibre

La valeur annuelle des transferts internationaux autorisés des **armes de petit calibre**⁵⁸ est estimée à 1,66 milliards de dollars⁵⁹, soit 19,5% de l'ensemble des transferts des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. Deux caractéristiques marquent ce marché : seule une dizaine de pays, en majorité occidentaux, réalisent les exportations et importations d'armes de petit calibre et les États-Unis, premiers importateurs de fusils de tir sportif à canon lisse et de pistolets et revolvers, mais aussi grand exportateur de ces mêmes produits, occupent une place prépondérante dans ce commerce.

5.3. Les transferts internationaux des armes légères

Le commerce annuel des **armes légères**⁶⁰ est estimé à 811 millions de dollars, soit 9,5% de l'ensemble des transferts internationaux des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. La catégorie des armes légères dans le total des transferts internationaux des ALPC est la plus faible en part de marché. Les transferts internationaux des armes légères concernent les armes légères non guidées ainsi que les missiles portatifs, qui constituent la part la plus importante de ce marché.

Arms Survey, p. 13-17 ; à l'Annuaire sur les armes légères 2011, Small Arms Survey, p. 15-18 et à l'Annuaire sur les armes légères 2012, Small Arms Survey, p. 283-311. Pour aller plus loin, SENIORA Jihan, *Transparence en matière de transferts d'armements. Quelles responsabilités pour les États ?*, Rapport du GRIP, août 2011, Bruxelles < <http://www.grip.org/fr/node/247> >

56 Annuaire sur les armes légères 2009, Small Arms Survey, p. 8.

57 L'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord figurent dans la liste du Small Arms Survey des 15 pays qui ont les plus importantes forces de production des ALPC. <http://www.smallarmssurvey.org/weapons-and-markets/producers/industrial-production.html>

58 Les armes de petit calibre sont généralement des armes individuelles portables par une seule personne, comme les revolvers et les pistolets à chargements automatiques, les fusils, les carabines, les mitraillettes, les fusils d'assaut et les mitraillettes légères.

59 Annuaire sur les armes légères 2012, Small Arms Survey, p. 242.

60 Selon la définition avancée par le Small Arms Survey, « les armes légères font référence aux éléments suivants : systèmes de mortier de 120 mm maximum, lance-grenades portatifs (autonomes), amovibles et automatiques, canons sans recul, lance-roquettes portatifs, y compris les roquettes tirées de tubes de lancement jetables à usage unique et lanceurs et missiles portatifs, à savoir les ATGW et MANPADS ». Annuaire sur les armes légères 2011, Small Arms Survey, p. 10.

ÉTUDE DE CAS DES FUSILS DE TIR SPORTIF À CANON LISSE, DES PISTOLETS ET REVOLVERS ET DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE MILITAIRES¹ SUR LA PÉRIODE 2000-2006

Les fusils de tir sportif à canon lisse

Le commerce des fusils de tir sportif à canon lisse a connu une croissance stable de 2000 à 2006. Durant cette période, les exportations ont progressé de 62%. Les dix premiers exportateurs (dans l'ordre décroissant) : l'Italie, la Turquie, la Russie, l'Allemagne, les États-Unis, la Belgique, le Japon, l'Espagne, le Royaume-Uni et le Brésil, totalisent 93% de l'ensemble des transferts mondiaux de fusils de tir sportif à canon lisse. L'Italie, réalisant 51% de l'ensemble des exportations, domine largement le marché, les 9 autres pays ne réalisant chacun que moins de 10% des exportations.

Cette même concentration se retrouve dans les importations des fusils de tir sportif à canon lisse, où les 10 premiers importateurs (dans l'ordre décroissant) : les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne, la Russie, la Grèce, le Canada et le Portugal, enregistrent 77% des importations mondiales. Avec 45% de l'ensemble des importations, les États-Unis sont le principal récipiendaire de ce type d'armes.

Les pistolets et revolvers

Sur la période 2000-2006, les transferts de pistolets et de revolvers ont progressé de 162 millions, soit une croissance de 61%. Les 10 premiers pays exportateurs des pistolets et revolvers (dans l'ordre décroissant) : l'Autriche, l'Allemagne, le Brésil, les États-Unis, l'Italie, la République tchèque, la Croatie, le Canada, Israël et l'Argentine, réalisent 89% des exportations mondiales. Les trois premiers exportateurs, qui sont l'Autriche, l'Allemagne et le Brésil exportent 56% de l'ensemble des pistolets et revolvers dans le monde.

Les 10 premiers importateurs (dans l'ordre décroissant) que sont les États-Unis, la France, la Thaïlande, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Belgique, le Canada, le Mexique et les Philippines reçoivent 83% des livraisons mondiales de pistolets et revolvers. Les États-Unis accaparent 54% de l'ensemble des importations de pistolets et revolvers, alors que les 9 autres pays n'importent chacun que moins de 5% de pistolets et revolvers.

1 Se reporter aux études détaillées dans l'Annuaire sur les armes légères 2009 du Small Arms Survey, p. 17 à 25.

Les armes légères non guidées sont des armes qui existent depuis plusieurs décennies et connaissent un succès dans tous les pays. Ce sont des armes « robustes, fiables, facilement transportables, abordables, simple d'utilisation et d'entretien »⁶¹. Les avancées technologiques des munitions et des composants pour les armes légères conduisent les États à acheter davantage ces munitions et composants plus aboutis et adaptables sur tous types d'armes, des peu sophistiquées aux plus développées⁶².

Les missiles portatifs, c'est-à-dire les armes antichars guidées et les systèmes portatifs de défense aérienne, représentent une large part du marché des armes légères. La tendance est à une forte augmentation pour les armes antichars guidées, ce qui n'est pas le cas pour les systèmes portatifs de défense aérienne. En effet, les analystes considèrent que l'absence de menaces aériennes dans plusieurs conflits, en raison notamment des moyens des insurgés qui optent davantage pour de l'armement facile d'utilisation, comme les armes de petit calibre, explique la faible part du marché des systèmes portatifs de défense aérienne. En revanche, les armes antichars guidées, largement utilisées lors des campagnes de contre-insurrection, et plus particulièrement ces dernières années en Irak et en Afghanistan, enregistrent une forte croissance⁶³.

61 Annuaire sur les armes légères 2011, Small Arms Survey, p. 23.

62 Voir la section sur les transferts de munitions d'armes légères et de petit calibre.

63 Annuaire sur les armes légères 2011, Small Arms Survey, p. 33.

LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE MILITAIRES¹

De 2000 à 2006, les transferts internationaux des armes légères et de petit calibre militaires ont chuté de 29%².

Sur la période 2006-2009, les dix premiers exportateurs d'armes légères et de petit calibre militaires (dans l'ordre décroissant) : les États-Unis, la Belgique, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Chine, la Norvège, l'Italie, le Canada et la Suisse totalisaient 82% des exportations mondiales. Les États-Unis, réalisant 54% de l'ensemble des exportations mondiales d'armes légères et de petit calibre militaires, dominent le marché, alors que les autres pays réalisent chacun moins de 10% de l'ensemble des exportations.

Sur cette même période, les dix premiers importateurs d'armes légères et de petit calibre militaires (dans l'ordre décroissant) : Chypre, la Corée du Sud, le Japon, la Grèce, l'Arabie saoudite, les États-Unis, les Pays-Bas, la Turquie, l'Égypte et l'Australie, comptaient 64% des importations mondiales. Chypre, important 20% des armes légères et de petit calibre, occupe la tête du classement.

Le cas de Chypre, grand importateur d'armes légères et de petit calibre, ne manque pas d'interpeller. En effet, selon les chiffres disponibles actuellement, Chypre est identifié comme un grand importateur d'armes. Toutefois, il est peu probable que les commandes effectuées soient uniquement destinées à répondre au marché civil chypriote ainsi qu'aux besoins de l'armée nationale. À moins de le considérer comme un des États les plus armés au monde, il semblerait que Chypre serve de plaque tournante et réexporte massivement des armes légères sans que cela n'apparaisse dans les statistiques officielles disponibles³. Le manque de données et d'informations rend impossible l'estimation des quantités et l'identification des destinations finales de ces armes.

1 Se reporter aux études détaillées dans l'Annuaire sur les armes légères 2009 du Small Arms Survey, p. 17 à 25.

2 Annuaire sur les armes légères 2009 du Small Arms Survey, p. 17 à 25. En 2000, la valeur annuelle des transferts internationaux des armes légères et de petit calibre militaires était de 528 millions de dollars, elle a chuté à 375 millions de dollars en 2006, enregistrant une baisse de 152 millions de dollars.

3 Le Small Arms Survey chiffrait que sur la période 1996-2000, Chypre avait importé 382 000 armes légères et de petit calibre pour un montant total de 592 million de dollars, et réexporté pour seulement 9 millions de dollars de l'ensemble de cet équipement, selon les données officielles. Annuaire sur les armes légères 2003, Small Arms Survey, p. 104-105

5.4. Les transferts de munitions pour les armes légères et de petit calibre

La valeur moyenne annuelle des transferts internationaux de munitions d'ALPC est estimée à 4,3 milliards de dollars⁶⁴, ce qui représente 50% de l'ensemble des transferts internationaux des armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions.

Les transferts de **munitions pour armes de petit calibre**⁶⁵ représentent 1,8 milliards de dollars de l'ensemble des transferts de munitions pour armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. De 2000 à 2006, les dix principaux exportateurs de munitions de petit calibre (dans l'ordre décroissant) : les États-Unis, l'Allemagne, la Suisse, le Canada, le Royaume-Uni, la Russie, la Norvège, la Suède, la République Tchèque et la Corée du Sud, représentaient 70% des exportations mondiales. Les États-Unis, avec 28% de l'ensemble des exportations, dominent le marché

64 Annuaire sur les armes légères 2010, Small Arms Survey, p. 7 ; Annuaire sur les armes légères 2012, Small Arms Survey, p. 242.

65 Selon la définition avancée par le Small Arms Survey, « Les munitions d'armes de petit calibre désignent les munitions pour fusils à canon lisse et leurs pièces, ainsi que d'autres cartouches complètes – y compris les balles traçantes, à blanc ou d'entraînement et les projectiles moins meurtriers – d'un calibre égal ou inférieur à 12,7 mm, et leurs pièces détachées. Les cartouches d'un calibre égal ou supérieur à 20 mm ne sont pas incluses car elles sont normalement tirées à partir de canons, qui ne sont pas considérées comme des armes légères ou de petit calibre en raison de leur cadence de tir rapide (qui exclut le transports de quantités suffisantes de munitions sur des véhicules légers ou des bêtes de somme dans le cadre d'une utilisation normale de l'arme), et parce qu'ils sont généralement montés sur des plateformes de plus grande taille, telles que des navires, des avions ou des véhicules blindés ». Annuaire sur les armes légères 2010, Small Arms Survey, p. 8.

des **munitions de petit calibre**⁶⁶. De 2000 à 2006, les dix principaux importateurs de munitions de petit calibre (dans l'ordre décroissant) : les États-Unis, l'Allemagne, l'Australie, les Pays-Bas, le Canada, la France, le Royaume-Uni, la Corée du Sud, Israël et la Suisse, totalisaient 54% de l'ensemble des importations. Les États-Unis, avec 17% des importations mondiales, sont le premier récipiendaire des munitions de petit calibre, alors que les autres pays reçoivent, chacun, moins de 10% des importations⁶⁷. Le marché des munitions de petit calibre est concentré entre une poignée d'États, majoritairement occidentaux, avec les États-Unis, premiers exportateurs et premiers importateurs des munitions de petit calibre, qui dominent ce marché.

La valeur annuelle des transferts internationaux des munitions pour armes légères⁶⁸ est estimée à 2,5 milliards de dollars. Le commerce des munitions pour armes légères est marqué par deux tendances. D'une part, les États dotés de la capacité nécessaire pour produire leurs propres munitions d'armes légères ont tendance à s'en procurer la majorité auprès des producteurs nationaux. D'autre part, le marché des munitions d'armes légères est dominé par les producteurs occidentaux de munitions d'armes légères sur les marchés occidentaux⁶⁹. Les États qui disposent de budget défense conséquent s'équipent avec des munitions sophistiquées. À contrario, les armées au budget plus limité utilisent des armes similaires « avec des munitions bien plus élémentaires et moins onéreuses »⁷⁰. Ainsi, comme le résume le Small Arms Survey, les « armes légères sont déployées à grande échelle par des forces armées du monde entier et le degré de sophistication variable implique qu'elles trouvent leur place dans toutes les forces armées »⁷¹.

L'IMPORTANCE DES MUNITIONS

À elles seules les munitions représentent la moitié de l'ensemble des transferts internationaux autorisés d'armes légères et de petit calibre. Pourquoi une telle ampleur ? Une arme sans munition perd toute son utilité. Contrairement aux armes qui ont une longue durée de vie, et qui bien entretenues peuvent fonctionner pendant plusieurs années, les munitions ne peuvent servir qu'une seule fois. En outre, elles se dégradent au fil du temps et deviennent instables en vieillissant, d'où la nécessité pour les États de se réapprovisionner régulièrement, et ce qu'elle que soit la situation sécuritaire du pays.

1 SENIORA Jihan, *Les munitions : les grandes absentes de la réglementation internationale et régionale*, Note d'analyse du GRIP, 29 mars 2010, Bruxelles, < <http://www.grip.org/fr/node/165> >

5.5. Les transferts internationaux des composants et accessoires des armes légères et de petit calibre

La valeur annuelle des transferts internationaux autorisés des composants et accessoires pour armes légères et de petit calibre est estimée à plus d'1,78 milliards de dollars, soit 21% de l'ensemble des transferts des ALPC, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions. Elle s'élève à 1,4 milliard de dollars et 350 millions de dollars, respectivement pour les composants et pour les accessoires. Les transferts internationaux des composants concernent en majorité les pays qui possèdent des industries de production d'ALPC.

66 Annuaire sur les armes légères 2009, Small Arms Survey, p. 14.

67 Ibidem, p. 15.

68 Selon la définition avancée par le Small Arms Survey, « Les munitions d'armes légères font référence aux obus de mortier de 120 mm maximum, à certaines roquettes portables (par un seul homme ou un groupe), aux grenades (à main et à fusil), aux cartouches de fusils sans recul et à leurs pièces détachées ». Annuaire sur les armes légères 2010, Small Arms Survey, p. 9.

69 Se reporter à l'étude menée par le Small Arms Survey, Annuaire sur les armes légères 2010, Small Arms Survey, p. 29.

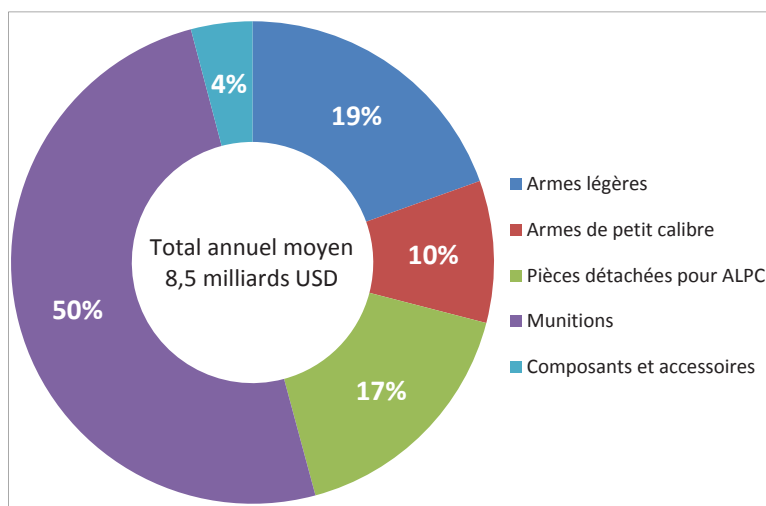
70 Annuaire sur les armes légères 2011, Small Arms Survey, p. 23.

71 Ibidem, p. 23.

A l'inverse, les États qui n'ont pas d'entreprises de productions d'ALPC implantées sur leur territoire sont peu, voire pas concernés par le marché des composants. A l'instar de la Norvège, il existe des pays avec des industries de production uniquement

GRAPHIQUE 9

RÉPARTITION DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES LÉGÈRES, D'ARMES DE PETIT CALIBRE, DE LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, COMPOSANTS ET ACCESSOIRES, ET DES MUNITIONS



Source : GRIP, sur la base de l'annuaire du Small Arms Survey 2012

spécialisées dans les composants des armes légères et de petit calibre, et non dans la production globale des armes. Les accessoires, dont l'objet est d'améliorer l'efficacité de l'arme, sont aujourd'hui très importants et appréciés sur les théâtres d'opération.

5.6. La Belgique, premier exportateur européen d'armes légères et de petit calibre de type militaire

Comme indiqué précédemment (voir 4.2, ainsi que les annexes 5 et 6), la Belgique occupe le 17^{ème} rang en tant qu'exportateur d'armement conventionnel majeur dans le monde, et la 54^{ème} place au classement des importateurs d'armement conventionnel majeur établi par le SIPRI.

La Belgique est toutefois acteur de premier plan en ce qui concerne le cas particulier des transferts d'armes légères et de petit calibre.

Selon les données de *Small Arms Survey* pour la période 2006-2009, la Belgique occuperait la 6^{ème} place au classement mondial des principaux exportateurs d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions⁷².

En 2006 et 2007, la Belgique occupait déjà la 6^{ème} place du classement, avec des exportations globales d'armes légères et de petit calibre estimées à respectivement 112 et 128 millions de dollars. Pour l'année 2008, la Belgique recula à la 9^{ème} place malgré des ventes maintenues à 124 millions de dollars. Avant d'être reléguée à la 11^{ème} place en 2009, malgré une hausse des exportations à 142 millions de dollars.

Si toutefois on se limite à l'analyse des exportations des armes légères et de petit calibre de type militaire sur la période 2000-2006, la Belgique est propulsée à la 2^{ème} place au classement mondial des exportateurs d'armes légères et de petit calibre de type militaire, avec 6% du marché mondial (27,1 millions de dollars par an en moyenne). Elle suit les États-Unis qui restent leader incontestable avec 54 % du total des exportations pour un montant évalué à 228 millions de dollars, selon les chiffres du Comtrade analysés par SAS. Par conséquent, c'est à la Belgique que revient la première place au niveau européen, juste devant la France⁷³.

⁷² D'après les données des annuaires de *Small Arms Survey* en 2009, 2010, 2011 et 2012, sur base des statistiques Comtrade.

⁷³ Annuaire sur les armes légères 2009 du *Small Arms Survey*, p. 23.

ANNEXES

ANNEXE 1. LES DÉPENSES MILITAIRES DES PAYS MEMBRES ET CANDIDATS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS-UNIS, 2002-2011

(en millions de dollars, aux prix et taux de change de 2010)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	% variation 2002-2011
Union européenne (UE)											
1 Allemagne	46 592	45 955	44 544	43 847	42 835	42 877	44 107	45 769	45 075	43 478	-6,7%
2 Autriche	3 068	3 195	3 201	3 132	3 008	3 577	3 467	3 365	3 513	3 305	7,7%
3 Belgique	5 223	5 279	5 169	4 981	4 942	5 333	5 814	5 479	5 233	5 136	-1,7%
4 Bulgarie	1 006	1 025	1 002	1 025	1 016	1 181	989	940	894	722	-28,2%
5 Chypre	413	400	415	451	443	420	422	460	478	494	19,6%
6 Danemark	4 418	4 287	4 311	4 108	4 492	4 332	4 499	4 230	4 504	4 515	2,2%
7 Espagne	13 749	13 618	14 056	14 157	16 550	17 098	17 152	16 465	14 744	13 984	1,7%
8 Estonie	236	273	288	358	403	488	471	429	330	336	42,4%
9 Finlande	2 535	2 944	3 122	3 204	3 262	3 074	3 309	3 474	3 400	3 656	44,2%
10 France	58 604	60 385	62 042	60 734	61 058	61 264	60 654	64 747	59 098	58 244	-0,6%
11 Grèce	8 612	7 378	8 112	8 772	9 121	9 113	10 131	10 555	7 162	7 502	-12,9%
12 Hongrie	2 017	2 173	2 011	1 991	1 785	1 819	1 690	1 506	1 351	1 287	-36,2%
13 Irlande	1 327	1 273	1 292	1 309	1 298	1 307	1 354	1 337	1 274	1 207	-9,0%
14 Italie	40 333	40 660	40 794	39 247	37 981	36 831	38 151	37 087	35 532	31 946	-20,8%
15 Lettonie	278	321	346	403	506	552	540	343	260	267	-4,0%
16 Lituanie	449	496	475	514	559	611	638	487	410	405	-9,8%
17 Luxembourg	257	272	286	289	283	294	..	..	..	..	..
18 Malte	46	47	50	63	51	51	53	57	59	59	28,2%
19 Pays-Bas	10 743	10 896	10 980	10 998	11 513	11 668	11 467	11 714	11 277	10 945	1,9%
20 Pologne	6 275	6 522	6 819	7 289	7 762	8 774	7 848	8 414	8 781	9 149	45,8%
21 Portugal	4 315	4 164	4 422	4 688	4 554	4 359	4 375	4 651	4 821	4 285	-0,7%
22 Roumanie	2 084	2 150	2 312	2 446	2 520	2 417	2 664	2 265	2 086	1 945	-6,7%
23 Royaume-Uni	49 088	52 619	53 228	53 676	54 024	55 730	58 217	59 350	58 099	57 875	17,9%
24 Slovaquie	1 211	1 285	1 194	1 293	1 312	1 320	1 351	1 293	1 130	968	-20,1%
25 Slovénie	561	584	619	631	723	727	770	776	772	668	19,1%
26 Suède	6 521	6 473	6 092	6 172	6 075	6 235	5 545	5 438	5 886	5 960	-8,6%
27 Tchéquie, République	3 088	3 355	3 219	3 519	3 251	3 136	2 673	2 752	2 498	2 254	-27,0%
Union européenne	255 385	259 398	277 087	275 826	277 791	284 588	288 351	293 383	278 667	270 592	6,0%
Pays candidats											
28 A.R.Y. de Macédoine	176	160	168	157	150	171	158	154	130	121	-31,3%
29 Croatie	1 313	1 063	931	916	1 018	1 048	1 203	1 097	1 016	1 037	-21,0%
30 Islande	0	0	0	0	0	0	7	11	..	..	..
31 Montenegro	xxx	xxx	xxx	xxx	78	70	80	74	75	81	..
32 Turquie	21 207	19 141	17 468	16 537	17 755	16 553	16 767	17 966	17 649	18 687	-11,9%
États-Unis (US)	432 452	492 200	536 459	562 039	570 769	585 749	629 095	679 574	698 281	689 591	59,5%
Reste du monde [M-(UE+US)]	457 717	466 003	472 896	501 661	534 376	565 549	595 807	640 155	652 216	673 970	47,2%
Monde (M)	1 145 554	1 217 601	1 286 442	1 339 526	1 382 937	1 435 886	1 513 252	1 613 113	1 629 164	1 634 152	42,7%

«..» = donnée non disponible

«xxx» = le pays n'existait pas ou n'était pas indépendant pendant tout ou partie de l'année considérée.

Note : Les pays ne contribuent au total de l'UE qu'à partir de l'année de leur adhésion (grisé = pas encore membre de l'UE) ; 1995-2003 = UE 15 ; 2004-2006 = UE 25 ; à partir de 2007 = UE 27

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < <http://www.sipri.org/databases/milex> >

ANNEXE 2. POPULATION, PIB ET DÉPENSES MILITAIRES DES PAYS MEMBRES ET CANDIDATS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS-UNIS EN 2011

	Population	PIB en 2011	Devise nationale	Taux de change moyen en 2011 1 euro =	Dépenses militaires en 2011			
	au 1/1/2012 (États-Unis : 1/7/2012)	millions d'euros prix courant			millions de devise nationale prix courants	millions d'euros prix courants	en euros par habitant	en % du PIB de 2011
UE27								
1 Allemagne	81 843 743	2 592 600	euro €	1,00	<u>33 563</u>	33 563	410	1,29%
2 Autriche	8 443 018	300 712	euro €	1,00	<u>2 577</u>	2 577	305	0,86%
3 Belgique	11 041 266	369 836	euro €	1,00	4 016	4 016	364	1,09%
4 Bulgarie	7 327 224	38 483	nv. lev bgn	1,96	1 112	569	78	1,48%
5 Chypre	862 011	17 979	euro €	1,00	385	385	447	2,14%
6 Danemark	5 580 516	240 453	cour. dkk	7,45	26 091	3 502	628	1,46%
7 Espagne	46 196 276	1 063 355	euro €	1,00	10 898	10 898	236	1,02%
8 Estonie	1 339 662	15 951	euro €	1,00	<u>266</u>	266	199	1,67%
9 Finlande	5 401 267	189 489	euro €	1,00	2 856	2 856	529	1,51%
10 France	65 397 912	1 996 583	euro €	1,00	44 900	44 900	687	2,25%
11 Grèce	11 290 935	<u>208 532</u>	euro €	1,00	<u>5 855</u>	5 855	519	2,81%
12 Hongrie	9 957 731	99 819	forint huf	279,37	<u>279</u>	1	0	0,00%
13 Irlande	4 582 769	158 993	euro €	1,00	935	935	204	0,59%
14 Italie	60 820 764	1 579 659	euro €	1,00	<u>24 772</u>	24 772	407	1,57%
15 Lettonie	2 041 763	20 211	lats lvi	0,71	148	210	103	1,04%
16 Lituanie	3 007 758	30 807	litas ltl	3,45	<u>1 100</u>	319	106	1,03%
17 Luxembourg	524 853	42 625	euro €	1,00	<u>209</u>	209	398	0,49%
18 Malte	416 110	6 544	euro €	1,00	46	46	110	0,70%
19 Pays-Bas	16 730 348	601 973	euro €	1,00	8 459	8 459	506	1,41%
20 Pologne	38 538 447	369 666	nv. zloty pln	4,12	<u>28 757</u>	6 979	181	1,89%
21 Portugal	10 541 840	171 040	euro €	1,00	<u>3 353</u>	3 353	318	1,96%
22 Roumanie	21 355 849	131 327	leu ron	4,24	6 540	1 543	72	1,17%
23 Royaume-Uni	62 989 550	1 747 119	livre sterl. gbp	0,87	39 606	45 635	724	2,61%
24 Slovaquie	5 404 322	69 108	euro €	1,00	760	760	141	1,10%
25 Slovénie	2 055 496	36 172	euro €	1,00	514	514	250	1,42%
26 Suède	9 482 855	387 596	cour. sek	9,03	<u>44 240</u>	4 899	517	1,26%
27 Tchèque Rép.	10 505 445	156 217	cour. czk	24,59	43 874	1 784	170	1,14%
Total UE27	503 679 730	12 642 850				209 804	417	1,66%
CANDIDATS								
28 A.R.Y. de Macédoine	2 059 794	<u>7 509</u>	denar mkd	61,48	5 860	95	46	1,27%
29 Croatie	4 398 150	<u>44 893</u>	kuna hrk	7,44	<u>5 832</u>	784	178	1,75%
30 Islande	319 575	10 075	cour. isk	161,42	<u>1 227</u>	8	24	0,08%
31 Montenegro	618 197	<u>3 260</u>	euro €	1,00	63	63	102	1,94%
32 Turquie	74 724 269	555 249	nv. lire try	2,34	29 934	12 804	171	2,31%
Total candidats	82 119 985	620 986				13 754	167	2,21%
-- Etats-Unis	313 914 040	10 830 244	dollars usd	1,39	711 421	511 078	1 628	4,72%

Souligné = valeur provisoire

Source : GRIP, sur la base d'Eurostat, US Census et SIPRI

ANNEXE 3. LES 100 PRINCIPAUX PRODUCTEURS D'ARMEMENT DANS LE MONDE EN 2011

(chiffre d'affaires en millions de dollars de 2011)

Rang en 2011	Entreprise	Dirigeants	Pays	2011			
				CA Défense	CA Total	Défense en % du Total	Rang en 2010
1	Lockheed Martin	Robert Stevens, Chairman and CEO	US	43 978,0	46 499,0	94,6	1
2	Boeing	W. James McNerney, Chairman, President and CEO	US	30 700,0	68 735,0	44,7	4
3	BAE Systems	Ian King, CEO	UK	29 130,2	30 723,0	94,8	2
4	General Dynamics	Jay Johnson, Chairman and CEO	US	25 506,0	32 677,0	78,1	5
5	Raytheon	William Swanson, Chairman and CEO	US	23 055,6	24 791,0	93,0	6
6	Northrop Grumman	Wes Bush, Chairman, President and CEO	US	21 400,0	26 400,0	81,1	3
7	EADS	Louis Gallois, CEO	NL	16 092,9	68 386,2	23,5	7
8	Finmeccanica	Giuseppe Orsi, CEO	I	14 584,6	24 106,8	60,5	8
9	L-3 Communications	Michael Strianese, Chairman, President and CEO	US	12 521,0	15 169,0	82,5	9
10	United Technologies	Louis Chênevert, President and CEO	US	11 000,0	55 800,0	19,7	10
11	Thales	Luc Vigneron, Chairman and CEO	F	9 492,6	18 135,0	52,3	11
12	SAIC	John Jumper, President and CEO	US	8 577,0	10 657,0	80,5	12
13	Huntington Ingalls	Michael Petters, President and CEO	US	6 575,0	6 575,0	100,0	NR
14	Honeywell	David Cote, Chairman and CEO	US	5 300,0	36 500,0	14,5	15
15	Booz Allen Hamilton	Ralph Shrader, Chairman, President and CEO	US	4 860,0	5 900,0	82,4	16
16	Rolls-Royce	John Rishton, CEO	UK	4 691,5	17 432,0	26,9	18
17	CSC8	Michael Laphen, Chairman, President and CEO	US	4 498,0	16 042,0	28,0	17
18	Oshkosh	Charles Szews, President and CEO	US	4 365,2	7 584,7	57,6	13
19	Textron	Scott Donnelly, Chairman and CEO	US	4 171,0	11 275,0	37,0	20
20	GE	Jeffrey Immelt, Chairman and CEO	US	4 100,0	147 300,0	2,8	19
21	ITT Exelis	David Melcher, President and CEO	US	4 087,3	5 839,0	70,0	NR
22	DCNS	Patrick Boissier, Chairman and CEO	F	3 647,0	3 647,0	100,0	24
23	Mitsubishi Heavy Industries	Hideaki Omiya, President and CEO	J	3 610,0	35 261,3	10,2	26
24	URS	Martin Koffel, CEO	US	3 595,6	9 545,0	37,7	22
25	Almaz-Antei	Vladislav Menshikov, director	RUS	3 552,0	4 188,7	84,8	21
26	Safran	Jean-Paul Herteman, Chairman and CEO	F	3 267,3	16 336,5	20,0	25
27	Saab	Håkan Buskhe, CEO	SE	3 258,9	3 626,7	89,9	28
28	ATK8	Mark DeYoung, President and CEO	US	3 250,0	4 618,4	70,4	29
29	Harris	William Brown, President and CEO	US	2 984,7	5 924,6	50,4	32
30	Rheinmetall	Klaus Eberhardt, CEO	D	2 980,3	6 200,0	48,1	30
31	CACI International	Paul Cofoni, President and CEO	US	2 858,7	3 577,8	79,9	35
32	Babcock International	Peter Rogers, CEO	UK	2 856,1	4 924,3	58,0	41
33	Rockwell Collins	Clay Jones, Chairman, President and CEO	US	2 813,0	4 806,0	58,5	27
34	DynCorp	Steven Gaffney, Chairman and CEO	US	2 776,1	3 721,5	74,6	31
35	Mantech	George Pederson, Chairman and CEO	US	2 772,4	2 870,0	96,6	34
36	Hindustan Aeronautics	Ravindra K. Tyagi, Chairman	IND	2 769,6	2 996,2	92,4	37
37	Fluor	David Seaton, Chairman and CEO	US	2 735,5	23 381,4	11,7	45
38	Elbit Systems	Joseph Ackerman, President and CEO	IL	2 676,6	2 817,5	95,0	33
39	Russian Helicopters	Dmitry Petrov, Director	RUS	2 644,3	3 416,4	77,4	44
40	Kawasaki Heavy Industries	Satoshi Hasegawa, President	J	2 623,8	16 297,2	16,1	60
41	Israel Aerospace Industries	Itzhak Nissan, President and CEO	IL	2 508,0	3 436,0	73,0	36
42	Aviation Holding Co. Sukhoi1	Mikhail Pogosyan, Director	RUS	2 479,5	2 610,0	95,0	52
43	Goodrich	Marshall Larsen, Chairman, President and CEO	US	2 424,0	8 075,0	30,0	38
44	Bechtel	David Walker, President	US	2 400,0	32 900,0	7,3	39
45	Hewlett-Packard	Léo Apotheker, President and CEO	US	2 235,9	127 200,0	1,8	65
46	General Atomics	J. Neal Blue, Chairman and CEO	US	2 034,7	NA	--	47
47	Navistar	Daniel Ustian, Chairman, President and CEO	US	2 000,0	13 958,0	NA	40
48	Rafael Advanced Defense Systems	Yedidia Yaari, President and CEO	IL	1 979,0	1 979,0	100,0	46
49	ST Engineering	Tan Pheng Hock, President and CEO	SING	1 955,2	4 768,7	41,0	48
50	Serco	Christopher Hyman, CEO	UK	1 900,0	7 285,6	26,1	49

ANNEXE 3. LES 100 PRINCIPAUX PRODUCTEURS D'ARMEMENT DANS LE MONDE EN 2011 (suite)

(chiffre d'affaires en millions de dollars de 2011)

Rang en 2011	Entreprise	Dirigeants	Pays	2011			
				CA Défense	CA Total	Défense en % du Total	Rang en 2010
51	Cobham	Andy Stevens, CEO	UK	1 894,4	2 974,5	63,7	42
52	QinetiQ	Leo Quinn, CEO	UK	1 579,3	2 357,2	NA	43
53	Kongsberg	Walter Qvam, CEO	NO	1 444,3	2 704,1	53,4	50
54	Mitsubishi Electric	Kenichiro Yamanishi, President and CEO	J	1 441,3	45 492,5	3,2	57
55	NEC	Nobuhiro Endo, President (Representative Director)	J	1 438,8	37 960,0	3,8	63
56	GKN	Marcus Bryson, CEO	UK	1 371,4	2 375,5	57,7	58
57	Krauss-Maffei Wegmann	Frank Haun, President and CEO	D	1 308,5	1 308,5	100,0	56
58	Irkut	Alexei Fyodorov, President	RUS	1 286,2	1 626,0	79,1	53
59	United Enginebuilding	Andrei Reus, Director	RUS	1 245,9	3 116,7	40,0	55
60	Dassault Aviation	Charles Edelstenne, CEO	F	1 238,9	4 600,6	26,9	54
61	Nexter	Philippe Burtin, Chairman and CEO	F	1 184,6	1 184,6	100,0	51
62	Chemring	David Price, CEO	UK	1 156,0	1 191,8	97,0	69
63	Samsung Techwin	Cheol Kyo Kim, CEO	COR. SUD	1 092,0	2 684,5	40,7	61
64	Fincantieri	Giuseppe Bono, CEO	I	1 085,9	3 315,7	32,8	67
65	Jacobs Engineering	Craig Martin, President and CEO	US	1 036,3	10 381,7	10,0	59
66	AAR	David Storch, Chairman and CEO	US	962,0	1 989,5	48,4	68
67	Ultra Electronics	Rakesh Sharma, CEO	UK	961,5	1 172,5	82,0	71
68	Diehl Stiftung	Thomas Diehl, President and CEO	D	946,6	3 793,3	25,0	66
69	Bharat Electronics	Anil Kumar, Chairman and Managing Director	IND	943,1	1 220,4	77,3	64
70	Meggitt	Terry Twigger, CEO	UK	938,8	2 334,3	40,2	76
71	CAE	Marc Parent, President and CEO	CAN	904,5	1 842,9	49,1	72
72	Korea Aerospace Industries	Kim Hong Kyung, President and CEO	COR. SUD	898,2	1 169,9	76,8	NR
73	Cubic	Walter Zable, Chairman, President and CEO	US	869,0	1 285,0	67,6	75
74	Embraer	Frederico Fleury Curado, President and CEO	BR	866,8	5 914,8	14,7	87
75	Moog	John Scannell, CEO	US	855,0	2 331,0	36,7	NR
76	Aselsan	Cengiz Ergeneman, General Manager	T	848,4	899,6	94,3	80
77	Ruag	Konrad Peter, Executive Chairman	CH	844,7	2 012,0	42,0	74
78	Wyle	George Melton, Chairman, CEO and President	US	829,0	1 148,5	72,2	96
79	LIG Nex	Hyo Koo-Lee, CEO	COR. SUD	823,5	823,5	100,0	73
80	Curtiss-Wright	Martin Benante, Chairman and CEO	US	819,9	2 017,6	40,6	78
81	Patria	Heikki Allonen, CEO	FIN	779,5	861,6	90,5	89
82	Accenture	Pierre Nanterme, CEO	IRL	758,0	25 500,0	3,0	83
83	Turkish Aerospace Industries	Muharrem Dörtkasli, President	T	737,8	848,7	86,9	NR
84	Alion Science and Technology	Bahman Atefi, Chairman and CEO	US	726,1	787,3	92,2	79
85	Battelle	Jeffrey Wadsworth, President and CEO	US	718,9	6 300,0	11,4	81
86	Mission Essential	Marc Peltier, President	US	718,2	725,5	99,0	NR
87	RTI	Sergei Boev, Director	RUS	718,1	2 093,0	34,3	100
88	FLIR	Earl Lewis, Chairman and CEO	US	712,3	1 544,1	46,1	84
89	Indra	Javier Monzón, Chairman	SP	709,7	3 742,4	19,0	77
90	RSK MiG	Sergei Korotkov, Director	RUS	700,0	700,0	100,0	NR
91	Teledyne Technologies	Robert Menradian, Chairman, President and CEO	US	694,4	1 941,9	35,8	82
92	Fujitsu	Masami Yamamoto, President	J	661,3	55 843,8	1,2	99
93	Toshiba	Norio Sasaki, Director, President and CEO	J	630,0	76 253,8	0,8	NR
94	SRA International	William Ballhaus, President and CEO	US	567,0	1 705,0	33,3	88
95	Nammo	Edgar Fossheim, CEO	NO	565,7	565,7	100,0	95
96	SRC	Paul Tremont, President	US	556,3	572,1	97,2	85
97	ARINC	John Belcher, Chairman and CEO	US	495,1	931,4	53,2	92
98	Ball Aerospace & Technologies	David Taylor, President and CEO	US	491,2	784,0	62,7	NR
99	Day & Zimmermann	Harold Yoh, Chairman and CEO	US	489,6	2 728,2	17,9	93
100	Israel Military Industries	Avi Felder, President and CEO	IL	485,9	485,9	100,0	98
				414 304,0	1 375 038,6	30,1	

ANNEXE 4a. TRANSFERTS D'ARMEMENTS RÉALISÉS PAR LES 10 PRINCIPAUX FOURNISSEURS D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS VERS LES 10 PRINCIPAUX DESTINATAIRES, SOMME DE LA PÉRIODE 2002-2011

Indicateur de tendance du SIPRI (TIV)

Top 10 Importateurs	Exportateurs Top 10											Total pays importateur
	États-Unis	Russie	Allemagne	France	Royaume Uni	Chine	Pays-Bas	Italie	Israël	Espagne	Autres	
1 Inde	414	16 928	255	349	999	—	92	377	1 067	—	1 354	21 835
2 Chine	—	18 089	117	1 526	460	—	—	—	—	—	1 077	21 269
3 Corée du Sud	9 059	229	1 340	950	24	—	152	8	13	—	135	11 910
4 Émirats Arabes Unis	5 412	604	121	4 166	2	—	—	36	—	—	401	10 742
5 Grèce	4 009	160	2 411	1 220	250	—	568	308	120	—	502	9 548
6 Pakistan	2 777	290	126	750	1	3 733	—	318	—	—	1 281	9 276
7 Australie	4 707	—	1 448	908	286	—	—	110	112	—	477	8 048
8 États-Unis	—	5	490	263	1 995	—	—	185	435	206	3 652	7 231
9 Singapour	3 372	—	389	1 984	—	—	—	87	310	—	289	6 431
10 Turquie	1 996	32	1 943	230	325	25	97	178	789	155	595	6 365
Autres	39 049	21 486	11 780	6 154	6 013	3 403	4 848	3 995	2 008	4 332	16 363	119 431
Total pays exportateur	70 795	57 823	20 420	18 500	10 355	7 161	5 757	5 602	4 854	4 693	26 126	232 086

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >

ANNEXE 4B. TRANSFERTS D'ARMEMENTS RÉALISÉS PAR LES 10 PRINCIPAUX FOURNISSEURS D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS VERS LES 10 PRINCIPAUX DESTINATAIRES, PÉRIODE 2002-2011

en % du point de vue des importateurs, sur la base des indicateurs de tendance du SIPRI (TIV)

Top 10 Importateurs	Exportateurs Top 10											Total pays importateur en % du total mondial
	États-Unis	Russie	Allemagne	France	Royaume Uni	Chine	Pays-Bas	Italie	Israël	Espagne	Autres	
1 Inde	1,90%	77,53%	1,17%	1,60%	4,58%	—	0,42%	1,73%	4,89%	—	6,20%	9,41%
2 Chine	—	85,05%	0,55%	7,17%	2,16%	—	—	—	—	—	5,06%	9,16%
3 Corée du Sud	76,06%	1,92%	11,25%	7,98%	0,20%	—	1,28%	0,07%	0,11%	—	1,13%	5,13%
4 Émirats Arabes Unis	50,38%	5,62%	1,13%	38,78%	0,02%	—	—	0,34%	—	—	3,73%	4,63%
5 Grèce	41,99%	1,68%	25,25%	12,78%	2,62%	—	5,95%	3,23%	1,26%	—	5,26%	4,11%
6 Pakistan	29,94%	3,13%	1,36%	8,09%	0,01%	40,24%	—	3,43%	—	—	13,81%	4,00%
7 Australie	58,49%	—	17,99%	11,28%	3,55%	—	—	1,37%	1,39%	—	5,93%	3,47%
8 États-Unis	—	0,07%	6,78%	3,64%	27,59%	—	—	2,56%	6,02%	2,85%	50,50%	3,12%
9 Singapour	52,43%	—	6,05%	30,85%	—	—	—	1,35%	4,82%	—	4,49%	2,77%
10 Turquie	31,36%	0,50%	30,53%	3,61%	5,11%	0,39%	1,52%	2,80%	12,40%	2,44%	9,35%	2,74%
Autres	32,70%	17,99%	9,86%	5,15%	5,03%	2,85%	4,06%	3,35%	1,68%	3,63%	13,70%	51,46%

Comment lire ce tableau ?

Exemple : Au cours de la période 2002-2011, 1,9 % des importations d'armes de l'Inde et 76,06 % des importations d'armes de la Corée du Sud proviennent des États-Unis ; la Russie assure 77,53 % des importations d'armes de l'Inde et 85,05 % des importations d'armes de la Chine, etc.

Dernière colonne : les importations indiennes d'armements représentent 9,41 % des transferts d'armements dans le monde pour la période 2002-2011, celles de la Chine 9,16 %, etc.

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >

ANNEXE 4c. TRANSFERTS D'ARMEMENTS RÉALISÉS PAR LES 10 PRINCIPAUX FOURNISSEURS D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS VERS LES 10 PRINCIPAUX DESTINATAIRES, PÉRIODE 2002-2011

en % du point de vue des exportateurs, sur la base des indicateurs de tendance du SIPRI (TIV)

Top 10 Importateurs	Exportateurs Top 10										
	États-Unis	Russie	Allemagne	France	Royaume-Uni	Chine	Pays-Bas	Italie	Israël	Espagne	Autres
1 Inde	0,58%	29,28%	1,25%	1,89%	9,65%	—	1,60%	6,73%	21,98%	—	5,18%
2 Chine	—	31,28%	0,57%	8,25%	4,44%		—	—	—	—	4,12%
3 Corée du Sud	12,80%	0,40%	6,56%	5,14%	0,23%	—	2,64%	0,14%	0,27%	—	0,52%
4 Émirats Arabes Unis	7,64%	1,04%	0,59%	22,52%	0,02%	—	—	0,64%	—	—	1,53%
5 Grèce	5,66%	0,28%	11,81%	6,59%	2,41%	—	9,87%	5,50%	2,47%	—	1,92%
6 Pakistan	3,92%	0,50%	0,62%	4,05%	0,01%	52,13%	—	5,68%	—	—	4,90%
7 Australie	6,65%	—	7,09%	4,91%	2,76%	—	—	1,96%	2,31%	—	1,83%
8 États-Unis		0,01%	2,40%	1,42%	19,27%	—	—	3,30%	8,96%	4,39%	13,98%
9 Singapour	4,76%	—	1,90%	10,72%	—	—	—	1,55%	6,39%	—	1,11%
10 Turquie	2,82%	0,06%	9,52%	1,24%	3,14%	0,35%	1,68%	3,18%	16,25%	3,30%	2,28%
Autres	55,16%	37,16%	57,69%	33,26%	58,07%	47,52%	84,21%	71,31%	41,37%	92,31%	62,63%
Total pays exportateur en % du total mondial	30,50%	24,91%	8,80%	7,97%	4,46%	3,09%	2,48%	2,41%	2,09%	2,02%	11,26%

Comment lire ce tableau ?

Exemple : Au cours de la période 2002-2011, 0,58 % des exportations d'armements des États-Unis étaient destinés à l'Inde, 29,28 % des exportations d'armements de la Russie étaient destinés à l'Inde, etc. ; la Corée du Sud est la destination de 12,80 % des exportations d'armements des États-Unis, etc.

Dernière ligne : les exportations américaines d'armements représentent 30,50 % des transferts d'armements dans le monde pour la période 2002-2011, celles de la Russie 24,91 %, etc.

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >

ANNEXE 5. LES 50 PRINCIPAUX EXPORTATEURS, 2002-2011

Indicateur de tendance du SIPRI (TIV)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2002-2011
1 États-Unis	5 107	5 627	6 828	6 696	7 404	7 919	6 463	6 656	8 111	9 984	70 795
2 Russie	5 661	5 235	6 119	5 152	5 138	5 496	5 980	5 287	5 881	7 874	57 823
3 Allemagne	958	1 768	1 156	2 118	2 627	3 234	2 383	2 494	2 476	1 206	20 420
4 France	1 472	1 444	2 282	1 807	1 717	2 400	2 048	2 037	856	2 437	18 500
5 Royaume Uni	1 119	768	1 337	1 042	853	1 008	998	1 027	1 133	1 070	10 355
6 Chine	516	680	318	314	597	434	593	1 018	1 335	1 356	7 161
7 Pays-Bas	234	336	218	569	1 158	1 235	512	517	440	538	5 757
8 Italie	448	346	247	805	514	691	406	505	594	1 046	5 602
9 Israël	442	378	606	379	347	511	318	814	528	531	4 854
10 Espagne	120	150	56	112	847	594	610	997	280	927	4 693
11 Suède	166	508	290	523	415	348	430	370	653	686	4 389
12 Ukraine	307	296	200	295	560	732	367	385	488	484	4 114
13 Suisse	157	181	243	247	286	302	482	256	182	297	2 633
14 Canada	172	267	270	228	228	337	230	183	236	292	2 443
15 Corée du Sud		96	29	48	98	219	78	163	97	225	1 053
16 Afrique du Sud	17	43	72	30	142	165	161	186	123	61	1 000
17 Belgique	35	15	47	146	59	19	221	233	8	111	894
18 Pologne	56	81	47	18	282	175	75	81	8	8	831
19 Norvège	83	84	66	12	17	55	108	147	141	108	821
20 Belarus	64	57	21	57	43	6	226	42	160	59	735
21 Ouzbékistan		252	126	4				90	90	90	652
22 Brésil	26		44	1	44	53	92	37	184	27	508
23 Finlande	34	44	32	32	107	47	67	41	46	47	497
24 Australie	30	44	2	50	6	1	8	57	98	126	422
25 Turquie	26	42	28	13	72	38	61	43	45	6	374
26 Autriche	83	3	3	4	63	97	14	29	34	30	360
27 Libye	11	16	113	113	18	10	18	32	28		359
28 Tchèque, Rép.	59	64	1	73	44	31	34	21	3	11	341
29 Danemark	8	62	173		9	6	17	14	10	20	319
30 Corée du Nord	152	124	37								313
31 Jordanie			42	20		13	12	60	91		238
32 Bulgarie	32	47	16	67	5	9	3	14	4		197
33 Montenegro					71	109			14		194
34 Pays non identifiés	21	14	9	44	8	0	35	13	24	8	176
35 Iran	3	9	1	2	92		2	5	5	45	164
36 Moldavie	59	10		18	3	19	29	20			158
37 Inde	0	4	26	19	33	21	11	23	4	8	149
38 Portugal							99	46		0	145
39 Singapour	4		66	3				31	27	4	135
40 Hongrie	34			82		9					125
41 Bosnie Herzégovine	4									119	123
42 Slovaquie	33		48		7	20	8				116
43 Kirgizstan		92					14				106
44 Chili	1						100				101
45 Indonésie	49		25	8	8					4	94
46 Géorgie	72		17								89
47 Serbie					4	4	45	1	30	4	88
48 Arabie Saoudite					24				1	58	83
49 Émirats Arabes Unis			3	11	17	3			38	3	75
50 Grèce		6	31	13	23						73
Autres	65	39	36	29	46	78	4	69	29	44	439
Total	17 940	19 232	21 331	21 204	24 036	26 448	23 362	24 044	24 535	29 954	232 086

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >

ANNEXE 6. LES 50 PRINCIPAUX IMPORTATEURS, 2002-2011

Indicateur de tendance du SIPRI (TIV)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2002-2011
1 Inde	1 849	2 819	2 140	1 048	1 329	2 213	1 804	2 200	2 851	3 582	21 835
2 Chine	2 906	2 295	3 207	3 602	2 934	1 758	1 683	1 054	718	1 112	21 269
3 Corée du Sud	529	756	1 101	778	1 653	1 767	1 710	874	1 320	1 422	11 910
4 Émirats Arabes Unis	224	705	1 246	2 204	2 053	970	762	565	569	1 444	10 742
5 Grèce	446	2 275	1 523	401	603	1 708	521	1 230	664	177	9 548
6 Pakistan	539	626	496	419	274	636	1 037	1 124	2 450	1 675	9 276
7 Australie	682	831	515	482	729	640	385	649	1 386	1 749	8 048
8 États-Unis	505	593	551	523	587	818	880	947	881	946	7 231
9 Singapour	232	85	384	537	67	384	1 178	1 697	946	921	6 431
10 Turquie	1 017	395	200	1 064	451	613	583	642	390	1 010	6 365
11 Algérie	236	195	244	162	305	489	1 444	1 093	836	783	5 787
12 Arabie Saoudite	574	175	1 178	158	195	195	369	818	1 025	1 095	5 782
13 Egypte	711	624	613	642	779	678	247	174	676	545	5 689
14 Israël	355	272	852	1 133	1 142	859	653	153	43	76	5 538
15 Royaume Uni	727	778	214	27	338	740	550	496	601	412	4 883
16 Japon	446	433	354	337	415	517	641	392	370	254	4 159
17 Chili	80	195	70	449	1 099	697	407	339	480	323	4 139
18 Malaisie	154	143	62	57	398	568	540	1 577	404	14	3 917
19 Pologne	262	355	226	95	445	987	601	157	135	144	3 407
20 Norvège	93	9	6	14	522	552	612	570	168	650	3 196
21 Vénézuëla	50	15	9	22	382	785	743	357	207	560	3 130
22 Espagne	271	223	295	366	300	342	370	273	304	248	2 992
23 Italie	247	557	433	153	425	498	192	90	73	311	2 979
24 Canada	439	159	358	131	113	463	458	107	270	342	2 840
25 Afrique du Sud	4	2	2	262	707	880	486	128	174	175	2 820
26 Irak			72	189	305	269	380	402	455	722	2 794
27 Taiwan	299	118	320	715	578	12	11	76	148	152	2 429
28 Indonésie	68	358	77	36	63	576	238	461	228	201	2 306
29 Portugal		29	71	172	222	60	145	414	978	115	2 206
30 Vietnam	66	28	304	329	44	2	166	56	152	1 009	2 156
31 Iran	438	285	131	67	481	385	79	79	94	94	2 133
32 Maroc	184			88	48	29	47	39	63	1 558	2 056
33 Brésil	209	100	81	223	195	204	193	169	289	266	1 929
34 Afghanistan	34			46	3	41	152	344	371	835	1 826
35 Yémen	593	40	312	306	58	151	40	5	234	77	1 816
36 Pays-Bas	286	176	157	100	79	260	146	233	156	145	1 738
37 Jordanie	120	254	159	36	48	176	161	237	114	263	1 568
38 Allemagne	69	69	225	195	405	81	103	122	66	112	1 447
39 Colombie	167	147	18	16	56	236	112	310	202	155	1 419
40 Roumanie	16	17	285	501	61	88	68	60	103	96	1 295
41 Syrie	17	41	17	7	70		253	192	299	291	1 187
42 Soudan	48	202	287	137	66	33	106	77	137	63	1 156
43 Azerbaïdjan	92		4	53	158	211	30	147	147	277	1 119
44 Pérou	16	22	47	368	193	172		139	46	74	1 077
45 Autriche	70	43	56	24	4	306	220	330	5	6	1 064
46 Thaïlande	158	153	121	63	45	8	13	37	82	360	1 040
47 Finlande	14	223	71	99	123	115	157	43	79	97	1 021
48 Mexique	97	31	317	36	70	5	22	61	131	179	949
49 Tchéque, Rép.	47	104	7	600	50	13	23	6	13	79	942
50 Danemark	45	54	226	125	112	165	50	99	16	1	893
51 Suède	56	98	182	159	77	107	16	35	35	19	784
52 Birmanie	154	84	18	75	27	7	45	1	38	331	780
53 Oman	40	33	41	164	289	4	66	93	28	21	779
54 Belgique	62	27	18	0	24	174	204	94	33	22	658
Autres	897	981	1 428	1 209	1 837	1 801	1 260	1 977	1 852	2 364	15 606
Total	17 940	19 232	21 331	21 204	24 036	26 448	23 362	24 044	24 535	29 954	232 086

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >

ANNEXE 7. LES EXPORTATIONS D'ARMES DE LA BELGIQUE, PAR ENTITÉ FÉDÉRÉE, 2007-2011 (en millions d'euros courants)

		Licences d'exportations ou de transferts													
		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011	
		millions d'euros	nombre	millions d'euros	nombre	millions d'euros	nombre	millions d'euros	nombre	millions d'euros	nombre	millions d'euros	nombre	millions d'euros	nombre
Région wallonne	ML1 à ML22	446,02	680	760,41	766	620,99	887	688,58	974	805,22	1092	685,43	1137	644,07	1289
Région flamande	ML1 à ML26 ("catch-all" inclu)	155,45	168	199,58	181	270,31	182	240,04	256	282,22	326	320,53	330	200,86	308
	ML23 à ML26 ("catch-all")	97,78	104	118,96	121	92,16	119	93,87	156	150,30	205	115,66	184	140,70	218
	Licences Combinées	0,00	0	0,00	0	56,95	2	0,00	0	46,85	2	0,01	2	1,94	2
	ML1 à ML22	57,67	64	80,62	60	121,20	61	146,17	100	85,07	119	204,86	144	58,23	88
Région de Bruxelles-Cap.	ML1 à ML22	10,20	36	25,83	51	8,91	66	1,38	92	5,34	52	35,24	47	12,64	53
SPF Économie	ML1 à ML22	36,75	20	27,53	24	99,78	21	264,51	36	150,28	36	50,10	17	33,29	17
Total Belgique	ML1 à ML22	550,64	800	894,39	901	850,89	1035	1 100,64	1202	1 045,91	1299	975,64	1345	748,23	1447
COARM	ML1 à ML22	551,97	798	879,04	900	899,78	1035	1 334,91	1202	1 102,07	1325	1 002,81	1223	834,56	1477

Sources : Rapports successifs des entités fédérées, disponibles sur <http://www.grip.org/fr/taxonomy/term/41>

Note : Le « Total Belgique » correspond à l'addition des données communiquées dans les rapports annuels des quatre entités compétentes (déduction faites des catégories ML23 à ML26 et des licences combinées pour la Flandre). Le chiffre « COARM » correspond au total communiqué dans les rapports annuels du COARM établis en application de l'article 8, paragraphe 2, de la Position commune 2008/944/PESC du Conseil. Ces deux totaux devraient en principe être identiques. Ils ne le sont jamais, en raison des erreurs ou omissions commises à différents niveaux ou étapes du processus de réalisation de ces rapports.

LES RAPPORTS DU GRIP

- | | | | |
|-------|---|------|--|
| 3/08 | Les munitions au cœur des conflits – État des lieux et perspectives , Pierre Martinot, collab. I. Berkol et V. Moreau, 36 p., 7€ | 3/10 | La gestion des frontières terrestres et le trafic illicite transfrontalier des armes légères , Jihan Seniora et Cédric Poitevin, 24 p., 6 € |
| 4/08 | La problématique destination et utilisation finales dans les exportations d'armement , Damien Callamand, 30 p., 7€ | 4/10 | Conférence de révision 2010 du Traité de non-prolifération - Succès et désillusions d'une nouvelle dynamique de désarmement nucléaire , Mehdi Mekdour et Bérangère Rouppert, 32 p., 7 € |
| 5/08 | La mission des Nations unies au Congo – Le laboratoire de la paix introuvable , Xavier Zeebroek, 30 p., 6 € | 5/10 | Contrôle des transferts d'armes – L'exemple des États francophones d'Afrique subsaharienne , Virginie Moreau, Cédric Poitevin et Jihan Seniora, 34 p., 7 € |
| 6/08 | Sécurité collective et environnement – Changements climatiques et dégradation de l'environnement, nouveaux enjeux des relations internationales , Patrice Bouveret et Luc Mampaey (éd.), 50 p., 8,50 € | 1/11 | Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2011 , Luc Mampaey, 44 p., 8 € |
| 7/08 | Le commerce extérieur des armes dans le fédéralisme belge , Romain Leloup, 38 p., 7 € | 2/11 | La privatisation de la propagande américaine en Afghanistan et en Irak , Rendon Group, Arnaud Simonis, 24 p., 6 € |
| 8/08 | Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2009 , Luc Mampaey, 32 p., 7 € | 3/11 | L'ONU et le contrôle des embargos sur les armes – Entre surveillance et vérification , Virginie Moreau, 28 p., 6 € |
| 9/08 | La traçabilité des munitions , Pierre Martinot et Ilhan Berkol, 26 p., 6 € | 4/11 | La Mission des Nations unies en RD Congo – Bilan d'une décennie de maintien de la paix et perspectives , Xavier Zeebroek, Marc Memier et Pamphile Sebahara, 40 p., 8 € |
| 1/09 | Les armes nucléaires de l'OTAN – Fin de partie ou redéploiement ? , Jean-Marie Collin, 20 p., 6 € | 5/11 | Transparence en matière de transferts d'armements – Quelles responsabilités pour les Etats ? , Jihan Seniora, 34 p., 7 € |
| 2/09 | La politique pyromane de Washington - Les transferts militaires des États-Unis vers le Moyen-Orient , Caroline Pailhe, 56 p., 9 € | 6/11 | Le traité sur le commerce des armes – Les enjeux pour 2012 , Virginie Moreau, 34 p., 7 € |
| 3/09 | Le traité de Pelindaba - L'Afrique face aux défis de la prolifération nucléaire , Cédric Poitevin, 40 p., 7 € | 1/12 | La Côte d'Ivoire un an après – Rétrospective sur cinq mois de crise électorale, ses impacts et ses questionnements , Bérangère Rouppert, 36 p., 7 € |
| 4/09 | Contrôles post-exportation lors des transferts d'armement - Preuve d'arrivée et monitoring d'utilisation finale , Ilhan Berkol et Virigine Moreau, 40 p., 8 € | 2/12 | Ammunition controls, the ATT, and Africa – Challenges, requirements, and scope for action , Holger Anders, 20 p., 5 € |
| 5/09 | La réforme du secteur de la sécurité en République centrafricaine - Quelques réflexions sur la contribution belge à une expérience originale , Marta Martinelli et Emmanuel Klimis, 38 p., 8 € | 3/12 | Interdiction des armes chimiques – Réalisations, défis et nouvelles priorités de la Convention , Bérangère Rouppert, 28 p., 6 € |
| 6/09 | Darfour. Mission impossible pour la MINUAD? , Michel Liégeois, 30 p., 6 € | 4/12 | Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2012 , Luc Mampaey, 44 p., 8 € |
| 7/09 | RD Congo. Ressources naturelles et violence. Le cas des FDLR , Brune Mercier, 22 p., 5 € | 5/12 | Les armes nucléaires tactiques américaines en Europe – Les enjeux d'un éventuel retrait , Bérangère Rouppert, 24 p., 6 € |
| 8/09 | Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2010 , Luc Mampaey, 40 p., 8 € | 6/12 | Panorama du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest , Georges Berghezan, 36 p., 7 € |
| 9/09 | La Convention sur les armes à sous-munitions - Un état des lieux , Bérangère Rouppert, 28 p., 6 € | 7/12 | Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Ouest , Bruno Hellendorff, 38 p., 7 € |
| 10/09 | L'Union européenne et les armes légères - Une pluralité de politiques pour une problématique globale , Hadrien-Laurent Goffinet (avec la collaboration de Virigine Moreau), 28 p., 6 € | 8/12 | La conférence 2012 sur une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient – Un échec programmé ? , Bérangère Rouppert, 32 p., 7 € |
| 11/09 | Le contrôle du courtage des armes légères - Quelle mise en oeuvre au sein de l'UE? , Virginie Moreau et Holger Anders, 32 p., 6 € | 1/13 | Côte d'Ivoire et Mali, au cœur des trafics d'armes en Afrique de l'Ouest , Georges Berghezan, 40 p., 7 € |
| 12/09 | Le contrôle du transport aérien des armes légères - État des lieux et défis , Jihan Seniora, 32 p., 6 € | 2/13 | Le contrôle du courtage en armements – Quelle mise en oeuvre au sein de l'UE ? , Kloé Tricot O'Farrell, 36 p., 7 € |
| 1/10 | Recueil des articles concernant la politique extérieure de l'UE , Federico Santopinto, 66 p., 10 € | 3/13 | Mali – De l'intervention militaire française à la reconstruction de l'État , Bernard Adam, 32 p., 7 € |
| 2/10 | La guerre en sous-traitance – L'urgence d'un cadre régulateur pour les sociétés militaires et de sécurité privées , Luc Mampaey et Mehdi Mekdour, 32 p., 6 € | | |

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

COMPENDIUM 2013

Ce rapport présente une synthèse des principales statistiques relatives aux dépenses militaires mondiales, à la production et aux transferts internationaux d'armements conventionnels. Les données de ce rapport proviennent pour l'essentiel des banques de données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), éventuellement complétées par des statistiques socio-économiques d'Eurostat, de la Banque mondiale, d'agences des Nations unies ou de la presse spécialisée. Une section, alimentée par les données de *Small Arms Survey* (Genève), est cette année consacrée au cas particulier des armes légères et de petit calibre.

En 2011, avec une croissance quasi nulle par rapport à 2010, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1 738 milliards de dollars, ce qui représente 2,5 % du produit intérieur brut mondial et environ 249 dollars par habitant. Les États-Unis comptent à eux seuls pour 40,9 % de ce total, suivis par la Chine qui représentent 8,2 % des dépenses mondiales.

En 2011, les transferts d'armement conventionnels majeurs se sont répartis à raison d'environ 27 % pour l'Union européenne (dont 10 % correspondant à des transferts intracommunautaires), 33 % pour les États-Unis et 26 % pour la Russie, l'ensemble des autres pays se partageant le solde de 14 %. Bien qu'il soit difficile d'évaluer la valeur financière du commerce des armes, on peut estimer qu'il représente environ 0,3 % des échanges commerciaux mondiaux de biens et services.

Les transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, estimés à 8,5 milliards de dollars annuellement, sont un enjeu particulier pour la sécurité et la stabilité de nombreuses régions du monde. La Belgique est un acteur important de ce commerce. Elle figure parmi les 10 premiers exportateurs d'armes légères et de petit calibre, et occuperait la 2^{ème} place au classement mondial des exportateurs d'armes légères et de petit calibre de type militaire.

Le chiffre d'affaires cumulé réalisé dans la production d'armements par les 100 principaux producteurs d'armement dans le monde est évalué à 414,3 milliards de dollars pour l'année 2011. Ce chiffre marque un très léger recul par rapport à 2010. La valorisation boursière des firmes d'armement cotées démontre cependant une nette surperformance du secteur de l'armement par rapport aux indices généraux, ce qui pourrait indiquer que les marchés financiers semblent anticiper une inéluctable relance des dépenses militaires, vraisemblablement portée dans une large mesure par les puissances émergentes.

Sabrina Lesparre est chercheuse associée au GRIP, **Luc Mampaey** en est le directeur.

